



HAUTE AUTORITÉ DE SANTÉ

RECOMMANDATIONS DE BONNE PRATIQUE

**Surdité de l'enfant : accompagnement des familles
et suivi de l'enfant de 0 à 6 ans,
hors accompagnement scolaire**

RECOMMANDATIONS

Décembre 2009

L'argumentaire scientifique de ces recommandations est téléchargeable sur
www.has-sante.fr

Haute Autorité de Santé
Service Documentation – Information des publics
2 avenue du Stade de France - F 93218 Saint-Denis La Plaine CEDEX
Tél. :+33 (0)1 55 93 70 00 - Fax :+33 (0)1 55 93 74 00

Ce document a été validé par le Collège de la Haute Autorité de Santé en décembre 2009.
  Haute Autorité de Santé – 2009

Sommaire

Abréviations et acronymes	4
Définitions retenues	5
Recommandations	6
1 Introduction	6
2 Développer la communication et le langage et suivre leur évolution	8
2.1 Intervention précoce : agir avant 1 an.....	8
2.2 Intervention précoce : les différentes approches possibles en vue de l'acquisition par l'enfant sourd d'une ou de plusieurs langues	9
2.3 Approche audiophonatoire : mise en œuvre	11
2.4 Approche visuogestuelle : mise en œuvre	14
2.5 �valuer régulièrement l'évolution du développement de la communication et de la (ou des) langue(s) utilisée(s)	15
3 Informer et accompagner les parents	16
3.1 Informer les parents	16
3.2 Accompagner les familles	18
4 Prévenir les éventuels troubles psychiques et relationnels de l'enfant	18
4.1 Identifier les troubles	18
4.2 Adopter des mesures de prévention	19
5 Identifier les lieux d'accueil et d'accompagnement des familles et de suivi des enfants sourds	20
Annexes	21
Annexe 1. Méthode « Recommandations pour la pratique clinique »	21
Annexe 2. Situations cliniques retenues	24
Annexe 3. Actions ou recherches futures.....	26
Annexe 4. Intervention précoce.....	27
Annexe 5. Différentes approches possibles pour les programmes d'intervention précoce auprès d'enfants sourds	28
Annexe 6. Indications des implants cochléaires	31
Annexe 7. Information avant le diagnostic	33
Annexe 8. Annonce du diagnostic.....	35
Annexe 9. Conditions favorables pour une communication de qualité avec une personne sourde	36
Annexe 10. Disponibilité locale des services	37
Annexe 11. Accompagner les familles	38
Participants	40
Comité d'organisation.....	40
Groupe de travail	41
Groupe de lecture.....	41
Remerciements	42
Fiche descriptive	43

Abréviations et acronymes

En vue de faciliter la lecture du texte, les abréviations et acronymes utilisés sont explicités ci-dessous.

AHRQ	Agence américaine pour la recherche et la qualité en santé (<i>Agency for Healthcare Research and Quality</i>)
CAMSP	Centre d'action médico-sociale précoce
dB HL	<i>Decibel Hearing Level</i> (unité de mesure en référence à la sensibilité auditive d'un sujet normal)
DGS	Direction générale de la santé
HAS	Haute Autorité de Santé
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale
IQWIG	Agence allemande pour la qualité et l'efficacité en santé (<i>Institute for Quality and Efficiency in Health Care</i>)
LPC	Langue française parlée complétée
LPPR	Liste des produits et prestations remboursables
LSF	Langue des signes française
MDPH	Maison départementale pour les personnes handicapées
ORL	Oto-rhino-laryngologie
PPS	Projet personnalisé de scolarisation
RPC	Recommandations pour la pratique clinique
SAFEP	Service d'accompagnement familial et d'éducation précoce
SESSAD	Service d'éducation spéciale et de soins à domicile
SSEFIS	Service de soutien à l'éducation familiale et à l'intégration scolaire

Définitions retenues

Langage	Capacité, observée chez tous les êtres humains, d'exprimer leur pensée et de communiquer au moyen d'un système de signes linguistiques. Cette faculté humaine est mise en œuvre au moyen d'une langue.
Langue, modalités orale et écrite	Système de signes linguistiques, vocaux, signés ou graphiques, propre à une communauté d'individus, qui l'utilisent pour s'exprimer et communiquer entre eux. Exemple : le français, l'anglais, la langue des signes française (LSF). Les langues se déclinent en une ou deux modalités : une modalit� orale (ex. s'exprimer en face-à-face en parlant français ou en signant en LSF) et une modalit� écrite (ex. lire ou écrire en français).
Langue orale	Cette expression n'a pas été retenue dans ce document car elle est source de confusion. En effet, elle peut être comprise selon les acteurs comme « langue parlée », sens communément répandu dans le grand public ou comme « modalit� orale d'une langue, celle-ci pouvant être une langue parlée ou une langue des signes », sens classiquement utilisé par les linguistes et souvent retenu par les personnes s'exprimant en langue des signes.
Langue parlée	Langue dont la modalit� orale utilise le canal de communication audiophonatoire ; le terme « langue vocale » est également utilisé. De nombreuses langues parlées existent selon les pays (français, anglais, etc.).
Langue des signes	Langue dont la modalit� orale utilise le canal de communication visuogestuel. De nombreuses langues des signes existent selon les pays (langue des signes française, anglaise, américaine, etc.).
Langue française	En France, « la langue de la République est le français » (art. 2 de la Constitution). Parmi les langues de France, « La langue des signes française est reconnue comme une langue à part entière. » (art. L. 312-9-1 du Code de l'�ducation). La « langue des signes française » et la « langue française » sont les deux langues considérées « dans le cadre d'une éducation ou d'un parcours scolaire avec communication bilingue » (art. L. 112-2-2 du Code de l'�ducation). Dans ces recommandations, chaque fois qu'il sera fait référence aux textes r�glementaires, le libellé utilisé dans ces textes sera respecté. Il faut alors entendre « la langue française » comme « le français ».
Bilinguisme	Fait de pouvoir s'exprimer et penser sans difficulté dans deux langues dans la vie de tous les jours : par exemple, pratiquer une langue à la maison et une autre à l'�cole. Le bilinguisme peut se rapporter à des phénomènes concernant un individu, qui se sert de deux langues, ou à une communauté où deux langues sont employées. Le niveau de précision dans chacune des langues, ainsi que les champs d'expertises, peuvent être différents : ex. maîtrise du français oral et écrit et de l'anglais écrit uniquement. Le bilinguisme parfaitement équilibré (même niveau de langue dans toutes les modalités des deux langues) est rare.
Personne bilingue	Une personne bilingue, dans le sens le plus large de la définition, est celle qui peut communiquer dans deux langues au moins, dans sa vie de tous les jours, que ce soit de façon active (parole, langue des signes, écriture) ou passive (�coute et lecture). La personne bilingue a des spécificités, en particulier : imprégnation de deux cultures, stratégies de compensation entre les deux langues, flexibilité cognitive.
�ducation bilingue	Une �ducation bilingue est une éducation au cours de laquelle deux langues sont utilisées alternativement dans le quotidien de l'enfant. Il n'existe pas de consensus en France en 2009 sur les modalités de mise en œuvre d'une éducation bilingue chez le jeune enfant sourd, en particulier avant 3 ans.
Communication	La communication est une situation d'échanges entre deux ou plusieurs personnes. Cette communication peut être verbale (elle utilise une langue : français, LSF) ou non verbale (elle utilise d'autres moyens de communication que la langue : gestes, conventionnels ou non, expression du visage, échanges visuels, contacts physiques, vibrations, etc.). Une situation réelle de communication fait fréquemment appel simultanément à une communication verbale et non verbale.

Recommandations

1 Introduction

► Contexte d'élaboration

Ces recommandations ont été élaborées par la Haute Autorité de Santé (HAS)   la demande de la Direction générale de la santé (DGS), au sein du ministère de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la vie associative. Ce thème s'inscrit dans le cadre de la loi n 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, dont un des objectifs est d'« assurer un dépistage et une prise en charge précoces de l'ensemble des atteintes sensorielles de l'enfant ». Alors que la loi n 91-73 du 18 janvier 1991 r introduisait, après 100 ans d'interdiction d'enseignement de la langue des signes, le libre choix dans l'éducation des jeunes sourds « entre une communication bilingue - langue des signes et français - et une communication orale », il persiste en France de vifs débats autour du dépistage de la surdité et de la notion d'«  ducation bilingue », comme a pu le montrer la saisine faite en 2008 auprès du comité consultatif national d'éthique suite à la publication de l'avis de la HAS relatif au dépistage néonatal de la surdité. Dans ce contexte, la HAS a constitué un groupe de travail comprenant des professionnels sourds ou entendants, professionnels de santé, psychologues et enseignants, et des représentants d'usagers, personnes sourdes et parents d'enfant sourd (cf. annexe 1). La HAS a également élargi la phase de lecture de la version préliminaire des recommandations à des acteurs non présélectionnés par la HAS, en organisant une consultation publique parallèlement au groupe de lecture habituel (cf. document annexe¹). Le groupe de travail, conscient de la diversité des représentations sociales de la surdité et du questionnement éthique que soulèvent ces situations, s'est efforcé dans le plus grand respect mutuel des différentes approches éducatives possibles de proposer des recommandations pragmatiques, afin d'accompagner au mieux les familles et les enfants.

► Enfants et familles concernés ; objectifs et limites des recommandations

Le suivi entre 0 et 6 ans des enfants qui présentent une surdité bilatérale permanente ayant un seuil auditif > 40 dB HL² et l'accompagnement de leur famille ont pour enjeu de permettre à l'enfant sourd³ (annexe 2), comme à tout enfant, d'acquérir au sein de sa famille et de la société dans laquelle il évolue un état de bien-être physique, psychique et social. Cet enjeu dépasse largement les objectifs de ce document, mais il a été pris en considération tout au long de l'élaboration de celui-ci.

L'objectif principal de ces recommandations est de favoriser le développement du langage de l'enfant sourd au sein de sa famille, quelles que soient la ou les langues utilisées, fran ais⁴ ou langue des signes française (LSF)⁵. « Dans l'éducation et le parcours scolaire des jeunes sourds, la liberté de choix entre une communication bilingue, langue des signes et langue française, et une communication en langue française est de droit⁶. » Ce choix, exercé par les parents peut évoluer au cours du temps, en particulier au vu du développement global de l'enfant. Les projets éducatifs visant à favoriser le développement

¹ Se référer au document annexe « Surdité de l'enfant – Consultation publique et groupe de lecture : résultats relatifs au projet initial de recommandations », téléchargeable sur www.has-sante.fr

² dB HL : unité de mesure en référence à la sensibilité auditive d'un sujet normal (*Decibel Hearing Level*).

³ Cf. annexe 2 pour les définitions précises relatives aux situations cliniques, variées et hétérogènes, envisagées.

⁴ D'autres langues peuvent être utilisées en famille, en particulier si la langue maternelle est différente. Néanmoins, les services proposés aux enfants sourds ont pour objectif d'aider l'enfant à acquérir le français ou la langue des signes française.

⁵ Voir la fiche descriptive p.43 pour connaître les questions cliniques auxquelles répondent ces recommandations.

⁶ Loi n 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

de l'enfant sourd, notamment le développement du langage, vont en partie dépendre des capacités de cet enfant à percevoir la langue utilisée par son entourage. Dans le cadre des familles dont la langue principalement utilisée est une langue parlée, les projets éducatifs vont notamment s'adapter à la capacité de l'enfant sourd à percevoir auditivement la parole de son entourage, que l'enfant soit ou non appareillé. En l'état actuel des connaissances, une très large majorité des enfants sourds ayant un seuil auditif < 70 dBHL utilisent exclusivement une langue parlée. En revanche, les enfants sourds ayant un seuil auditif > 70 dB HL utilisent soit exclusivement une langue parlée, soit, pour une majorité d'entre eux, une langue parlée et une langue des signes, soit exclusivement une langue des signes. Les trois facteurs pronostiques de l'utilisation et du niveau d'acquisition d'une langue parlée, d'une langue des signes ou des deux, dépendent principalement du seuil auditif, de la langue utilisée au domicile et de la présence de troubles associés. Face à l'hétérogénité du profil des enfants sourds (environnement linguistique, seuil auditif, fluctuation ou non de ce dernier, gains prothétiques, surdité isolée ou associée à d'autres troubles), la seule prise en compte du seuil auditif ne permet pas de définir une stratégie de suivi et d'accompagnement de l'enfant sourd et de sa famille. Néanmoins, les enjeux d'acquisition de la langue parlée sont extrêmement différents selon que le seuil auditif est > 70 dB HL ou < 70 dB HL.

Ni les questions relatives au dépistage, au diagnostic de surdité et à la recherche des causes de celle-ci, ni les aspects médico-économiques ou organisationnels (offre de soins et d'actions sociales, médico-sociales ou éducatives) ne sont abordés dans ce travail. Cela n'enlève en rien l'importance de ces questions dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique sociale, d'éducation ou de santé auprès des enfants sourds.

L'accompagnement scolaire n'est pas non plus directement abordé dans ces recommandations. Néanmoins, les modalités d'organisation du parcours scolaire et de formation de l'enfant sont étroitement liées aux acquisitions du langage dans l'une ou l'autre langue. Le décret n 2009-378 du 2 avril 2009 relatif à la scolarisation des enfants, des adolescents et des jeunes adultes handicapés et à la coopération entre les établissements précise l'articulation entre le plan personnalisé de compensation mis en œuvre après avis des commissions des droits et de l'autonomie des personnes au sein des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH), le projet personnalisé de scolarisation (PPS) en lien avec l'enseignant r f rent et le recours aux techniques spécialisées pour le suivi médical, l'apprentissage des moyens de communication, l'acquisition des connaissances scolaires, la formation professionnelle et l'accès à l'autonomie sociale. L'articulation entre interventions précoces et accompagnement scolaire est essentielle entre 3 et 6 ans.

► Professionnels concernés

Le suivi et l'accompagnement de l'enfant sourd et de sa famille sont effectués par de nombreux professionnels dont les modalités et structures d'exercices sont très variées et vont bien au-delà des seuls professionnels de santé. L'importance du réseau social et associatif de la famille doit également être soulignée dans cet accompagnement. Ces recommandations, destinées principalement aux professionnels de santé, peuvent intéresser toute personne en contact régulier avec un enfant sourd.

► Gradation des recommandations

Les recommandations ont été élaborées selon la méthode présentée en annexe 1. La méthode repose, d'une part, sur l'analyse et la synthèse critiques de la littérature scientifique disponible, et, d'autre part, sur l'avis d'un groupe multidisciplinaire de professionnels. Les textes sur lesquels sont fondées ces recommandations sont principalement : (1) des textes r glementaires français, au premier rang desquels figure la loi de février 2005 ; (2) des guides  dit s par des organismes nationaux tels l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé, la *National Deaf Children's Society* britannique, ou encore le Bureau international d'audiophonologie ; (3) enfin des recommandations internationales de bonne pratique et des publications scientifiques (sciences humaines et littérature médicale)

parues depuis 2000 et respectant les critères méthodologiques retenus (cf. argumentaire – partie méthode à 4).

Les recommandations proposées ont été classées en grade A, B ou C selon les modalités suivantes :

- une recommandation de grade A est fondée sur une preuve scientifique établie par des études de fort niveau de preuve, comme des essais comparatifs randomisés de forte puissance et sans biais majeur ou méta-analyse d'essais comparatifs randomisés, analyse de décision basée sur des études bien menées (niveau de preuve 1) ;
- une recommandation de grade B est fondée sur une présomption scientifique fournie par des études de niveau intermédiaire de preuve, comme des essais comparatifs randomisés de faible puissance, des études comparatives non randomisées bien menées, des études de cohorte (niveau de preuve 2) ;
- une recommandation de grade C est fondée sur des études de moindre niveau de preuve, comme des études cas-témoins (niveau de preuve 3), des études rétrospectives, des séries de cas, des études comparatives comportant des biais importants (niveau de preuve 4).

En l'absence d'études, les recommandations sont fondées sur un accord professionnel au sein du groupe de travail réuni par la HAS, après consultation publique et groupe de lecture. Dans ce texte, les recommandations non grad es sont celles qui sont fondées sur un accord professionnel. L'absence de gradation ne signifie pas que les recommandations ne sont pas pertinentes et utiles. Elle doit, en revanche, inciter à engager des études complémentaires. Des propositions sont réunies en annexe 3. Leurs résultats pourront amener à actualiser ces recommandations dans 3 à 4 ans.

2 Développer la communication et le langage et suivre leur évolution

2.1 Intervention précoce : agir avant 1 an

Il est recommandé de proposer un programme d'intervention précoce à tout enfant sourd⁷ et à sa famille, avant l'âge de 1 an (grade B), adapté à ses besoins particuliers et au projet éducatif choisi par les parents.

Les programmes d'intervention précoce visent à :

- préciser les niveaux d'audition ;
- renforcer les compétences propres à la famille ;
- assurer et renforcer les compétences et le développement personnel de l'enfant ayant des besoins particuliers ;
- promouvoir l'inclusion de l'enfant et de sa famille dans la société, et faciliter l'accès de l'enfant au système éducatif.

Il est recommandé aux professionnels de donner une place systématique aux parents dans la mise en œuvre des programmes d'intervention précoce et de porter une attention particulière aux frères et sœurs, auxquels un accompagnement spécifique doit être proposé si nécessaire.

Les programmes d'intervention précoce comprennent des actions centrées sur l'enfant (cf.   2.2) et des actions centrées sur la famille (parents, fratrie) (cf.   3). Les actions centrées sur l'enfant visent à répondre à l'ensemble de ses besoins particuliers, notamment mais non exclusivement à ses besoins relatifs au développement de la communication et du langage. Seules les actions centrées sur le développement de la communication et du langage sont détaillées ci-après, conformément à l'objectif principal de ce travail ; les

⁷ Enfant présentant une surdité bilatérale permanente avec seuil auditif > 40 dB HL, quelle qu'en soit l'étiologie (cf. annexe 2).

recommandations plus générales faisant consensus au cours de l'élaboration de ce travail sont développées en annexe 4. Elles sont à adapter à la situation particulière de chaque enfant, en particulier s'il existe des troubles associés à la surdité.

2.2 Intervention précoce : les différentes approches possibles en vue de l'acquisition par l'enfant sourd d'une ou de plusieurs langues

Les représentations sociales de la surdité sont extrêmement diverses en France, du fait de facteurs sociaux, historiques, éthiques, politiques et r glementaires complexes. Cet  tat de fait nécessite que chacun tienne compte de ses propres représentations et de celles de ses interlocuteurs afin d'assurer des échanges de qualité avec les autres acteurs permettant d'agir au mieux des intérêts de l'enfant.

Alors que chacune de ces représentations est légitime, persistent encore des oppositions fortes⁸ entre les partisans d'une éducation première en français et les défenseurs d'une éducation première en LSF. Ces querelles apparaissant à la fois inépuisables et vaines face à un enfant sourd  g  de moins de 3 ans, une distinction plus pragmatique entre les différentes approches est proposée. **Celles-ci sont synthétisées successivement, sans que leur ordre d'apparition reflète un quelconque jugement de valeur.**

► Approche audiophonatoire

La première approche, elle-même subdivisée en deux, a pour principe essentiel de vouloir stimuler la fonction auditive et ainsi permettre à l'enfant sourd de développer une langue parlée socialement utile. Il est proposé d'appeler *audiophonatoire* cette approche visant précocement à stimuler l'audition pour favoriser le développement de la langue parlée (compréhension puis expression).

La mise en œuvre pratique de cette première approche s'appuie sur les données du bilan auditif, lesquelles doivent pouvoir être obtenues quel que soit l'âge de l'enfant. En fonction du niveau d'audition, il est fait appel aux aides auditives, puis si indiqué à l'implant cochléaire pour stimuler la voie auditive de l'enfant sourd. Au cours de la dernière décennie, des progrès technologiques importants ont été accomplis dans les modalités de cette stimulation. L'environnement éducatif proposé aux parents pour mettre à profit la stimulation auditive et promouvoir chez l'enfant sourd le développement de la langue parlée peut faire appel à deux modalités de mise en œuvre de programmes d'intervention précoce :

- soit un programme de type « approche audiophonatoire en français » qui s'inscrit dans le cadre d'un projet d'éducation avec « *communication en langue française* ». Avant 3 ans, ce programme vise à promouvoir le développement du langage par l'intermédiaire du français parl ⁹, langue première de l'enfant ;
- soit un programme de type « approche audiophonatoire en français, avec LSF » qui s'inscrit dans le cadre d'un projet d'éducation avec « *communication bilingue, langue des signes française et langue française* ». Avant 3 ans, ce programme vise à promouvoir le développement du langage par l'intermédiaire de la LSF et du français parl ¹⁰, sans préjuger de la langue première qui sera utilisée par l'enfant.

Même si ces deux modalités de mise en œuvre d'intervention précoce possèdent des caractéristiques propres et ne sauraient, de ce fait, être confondues (cf. § 2.3), trois raisons incitent à les regrouper sous une même approche : (a) ces deux programmes d'intervention précoce ont pour objectif commun de promouvoir chez l'enfant sourd le développement d'une langue parlée ; (b) les études qui décrivent les résultats audiophonologiques d'une « intervention précoce » font souvent apparaître les deux modes de communication parlée et

⁸ Se référer au document annexe « Surdité de l'enfant – Consultation publique et groupe de lecture : résultats relatifs au projet initial de recommandations », téléchargeable sur www.has-sante.fr

⁹ Français parlé ou toute autre langue parlée au sein de la famille lorsque la langue maternelle n'est pas le français.

¹⁰ Idem ci-dessus.

signée, en particulier chez l'enfant sourd profond implanté ; (c) la seule étude de cohorte sur les bénéfices de l'éducation précoce qui ait été jugée de bonne qualité méthodologique par la HAS, l'agence allemande IQWIG et l'agence américaine AHRQ, utilise comme critère principal du niveau de langage développé par l'enfant sourd à l'âge de 8 ans les divers aspects de la compréhension et de l'expression (mots parlés, mais aussi gestes et expressions du visage).

► **Approche visuogestuelle**

La seconde approche est très différente. Elle répond davantage au modèle culturel porté par la communauté Sourde. Elle a pour principe essentiel de stimuler les fonctions sensorielles naturellement actives, en particulier les fonctions visuelles et les fonctions motrices. La fonction auditive n'est pas stimulée simultanément. Cette approche privilégie la communication par l'utilisation du canal visuogestuel, qui permet à l'enfant d'exploiter ses compétences de manière optimale. C'est la raison pour laquelle il est proposé de la qualifier d'approche *visuogestuelle*. En effet, dans cette approche, priorité est donnée à l'apprentissage visuel d'une langue, la LSF. Cet apprentissage se fait à partir de *signes*, ou gestes symboliques codifiés ayant le même sens pour tous ceux qui pratiquent cette langue. L'approche visuogestuelle vise à promouvoir le développement précoce du langage par la langue des signes française, adaptée à l'enfant sourd, et non par le français parlé, qu'elle considère d'accès difficile pour lui, ce qui peut accentuer sa situation de handicap. Amplifier l'audition résiduelle ne faisant pas partie des objectifs, il est logique que cette approche ne tienne pas compte du niveau précis d'audition de l'enfant.

Dans le cadre d'un programme d'intervention précoce par approche visuogestuelle, la LSF constitue la langue première de l'enfant. Cette approche sera associée secondairement à l'introduction progressive puis à l'apprentissage du français écrit pour devenir un projet d'éducation « avec communication bilingue » dans lequel le français, essentiellement écrit, devient la seconde langue de l'enfant.

► **Choisir une approche ou l'autre**

Les deux approches ont des objectifs communs à atteindre avant les 3 ans de l'enfant (annexe 5) :

- maintenir et développer toutes formes de communication, verbale ou non verbale, entre l'enfant et son entourage ;
- promouvoir le développement d'au moins une langue, le français et/ou la LSF. En effet, du fait de la notion de période critique d'acquisition du langage, quelle que soit la langue première proposée, les études ont montré que le niveau de langue acquis est supérieur lorsqu'une langue est perçue précocement par l'enfant.

L'apprentissage de la LSF peut s'envisager dans le cadre des deux approches.

En revanche, avant les 3 ans de l'enfant, l'approche audiophonatoire et l'approche visuogestuelle se distinguent fondamentalement sur le principe de stimuler ou non dès que possible la voie auditive, la stimulation ayant pour objectif de promouvoir le développement du français parlé.

Dans le contexte sensible de l'éducation précoce, la grande difficulté pour recommander aux parents d'un jeune enfant sourd une approche ou une autre est qu'elles sont, en pratique, inconciliables à un moment donné de la vie de l'enfant.

L'incompatibilité ne se situe pas dans l'introduction ou non de la LSF précocement dans l'environnement linguistique de l'enfant, mais dans la décision de stimuler ou non la voie auditive suffisamment tôt, à savoir durant la première année de vie chez les enfants sourds congénitaux, et probablement même dans les 6 ou 8 premiers mois de leur existence.

En l'état actuel des connaissances scientifiques, il n'a pas été possible de recueillir un consensus entre les différents acteurs pour proposer de recommander une approche plutôt qu'une autre (approche audiophonatoire ou approche visuogestuelle).

Néanmoins, il est recommandé d'informer précisément les parents sur les points suivants :

- le préjugé selon lequel l'acquisition précoce d'une langue des signes retarderait l'acquisition d'une langue parlée n'est pas scientifiquement validée (absence de données cliniques comparatives) ;
- le niveau de langue obtenu en langue parlée ou en langue des signes dépend principalement des 3 facteurs suivants : la langue utilisée au domicile avec l'enfant selon le projet éducatif des parents, le seuil auditif de l'enfant et la présence ou non de troubles associés (niveau de preuve 2) ;
- le choix initial d'un projet éducatif selon une approche visuogestuelle ou selon une approche audiophonatoire en français ou en français avec LSF peut être adaptée ou modifiée secondairement, en particulier au regard de l'acquisition observée de la langue proposée, de l'évolution du développement global de l'enfant, et d'éventuels troubles associés diagnostiqués initialement ou secondairement ; en cas de retard important de développement du langage, l'introduction d'une nouvelle langue¹¹ ne peut garantir en soi que le développement du langage sera plus important ou plus rapide dans cette nouvelle langue ; cependant, il est vivement recommandé de tenir compte, autant que faire se peut, des délais liés à la période critique de développement du langage, qui existe quelle que soit la langue proposée ; des études cliniques ont montré que :
 - la stimulation et l'éducation auditive avant les 2 ans de l'enfant permettent d'atteindre un niveau de langue parlée supérieur à celui obtenu par les enfants qui n'ont pas bénéficié de stimulation et d'éducation auditive avant cet âge (niveau de preuve 4),
 - l'environnement linguistique en langue des signes proposée avant l'âge de 5 ans permet d'atteindre un niveau de langue écrite et un niveau de langue des signes supérieurs à ceux obtenus par les enfants sans troubles associés à qui la langue des signes est proposée au-delà de 5 ans alors que la langue parlée n'est pas acquise (niveau de preuve 3).

2.3 Approche audiophonatoire : mise en œuvre

► Objectifs

Avant 3 ans, les objectifs de développement de la communication et du langage sont :

- maintenir et développer toutes formes de communication, verbale ou non verbale, entre l'enfant et son entourage ;
- améliorer la perception auditive ;
- développer les capacités de l'enfant en compréhension et expression en français parlée ;
- introduire progressivement, comme pour tout enfant, la modalit  écrite du français, en particulier à partir de situations de la vie quotidienne (lecture d'histoires, graphisme, etc.).

Lorsque les parents choisissent une éducation avec une communication bilingue, un objectif complémentaire s'ajoute aux objectifs précédents :

- développer les capacités de l'enfant en compréhension et expression en LSF.

► Recommandations communes à l'ensemble des programmes de mise en œuvre de l'approche audiophonatoire

Il est recommandé de maintenir et développer toute forme de communication à partir des différentes afférences sensorielles, visuelles, tactiles, proprioceptives et auditives (communication multimodale) au cours des rencontres effectuées avec l'enfant et sa famille dans le cadre de l'intervention précoce. Il s'agit de soutenir, le plus tôt possible, une

¹¹ Introduction secondaire de la LSF dans le cadre de programme d'intervention précoce audiophonatoire avec projet éducatif initial « en langue française » ou introduction secondaire de la langue parlée lors de projet éducatif initial selon un programme d'intervention précoce visuogestuelle.

appétence communicationnelle et relationnelle en donnant à l'enfant sourd un moyen d'expression précoce qui lui permet d'exprimer l'ensemble de ses besoins, affects et désirs.

Il est recommandé que les gestes arbitraires ou iconiques soient utilisés en appui de l'oral selon les besoins de l'enfant, le souhait et les capacités de la famille : signes empruntés à la langue des signes (LSF), code gestuel intrafamilial, clés de la langue française parlée complétée (LPC).

L'acquisition du français dans ses deux modalités (langue parlée et écrite) nécessite :

- la stimulation de la fonction auditive par l'intermédiaire d'appareils conventionnels d'amplification puis, si indiqué, d'implants cochléaires (annexe 6) ;
- l'imprégnation linguistique quotidienne de l'environnement ;
- un apprentissage explicite avec des réductions orthophoniques plurihebdomadaires centrées sur l'apprentissage de la parole, de la lecture labiale et sur les acquisitions lexicales et syntaxiques de cette langue. Cet apprentissage n'exclut pas l'acquisition de la langue des signes dont le lexique et la structure grammaticale sont différents.

Une procédure d'appareillage à l'aide d'appareils conventionnels d'amplification est recommandée dans les 3 mois qui suivent le diagnostic, pour tout enfant présentant une surdité bilatérale permanente dont le seuil auditif est supérieur à 40 dB HL. Ce délai peut cependant être allongé jusqu'à 6 mois lorsque le diagnostic a été posé avant l'âge de 6 mois, notamment s'il s'agit d'une surdité moyenne. L'adaptation prothétique est binaurale et stéréophonique, sauf contre-indication clinique. Le port régulier des aides auditives est recommandé pour renforcer l'efficacité de l'appareillage dans cette période de grande plasticité cérébrale et développementale.

Les parents doivent être très précisément informés dans le cadre de la prise en charge audioprothétique sur les appareils de correction auditive, sur la nécessité de l'appareillage et le bénéfice que l'enfant pourra en retirer ainsi que sur les contraintes qui sont liées au port de l'appareil. Ces informations renforcent et complètent les premières informations données par l'ORL lors de l'annonce du diagnostic.

Il est recommandé de porter une attention particulière à l'accompagnement des parents lors du processus d'acceptation de l'appareillage ainsi qu'au moment de la mise en place des appareils. Les échanges avec la famille doivent par ailleurs tenir compte de leur crainte de rencontrer des difficultés d'acceptation au sein de la famille ou de l'entourage social, car les aides auditives rendent visible la surdité, qui jusqu'alors ne l'était pas.

L'appareillage effectué par l'audioprothésiste ne doit pas se limiter à la mise en place d'un appareil, mais inclut le choix et l'adaptation, le contrôle d'efficacité immédiat et permanent ainsi que l'éducation prothétique. Cette  ducation prothétique concerne les différentes démonstrations pratiques de mise en place et de maintenance des aides auditives, les conseils et consignes concernant leur utilisation, la validation de leur efficacité et les explications concernant les éventuels réglages.

Cette  ducation prothétique doit évoluer au cours du temps afin de s'adapter aux réactions de l'enfant et à l'évolution du développement de la langue parlée constatée lors des contrôles du suivi permanent. Ce suivi s'intègre dans le cadre d'une prise en charge interdisciplinaire en collaboration étroite et permanente avec la famille.

Dans le cadre d'une surdité congénitale ou acquise avant le développement de la langue parlée, lorsque l'enfant présente les critères d'indication d'un implant cochl aire¹², il est recommandé que les parents soient informés avant les 18 mois de l'enfant, et le plus tôt possible si l'enfant est plus  g , des possibilités de stimulation de la fonction auditive offertes par l'implant cochléaire : résultats attendus, compatibilité de ce projet dans le cadre d'une éducation bilingue, et de ses contraintes : risques de complications ou réinterventions, nécessité de la poursuite de la r duication orthophonique dans les années suivantes, impact financier (cf. argumentaire   6.4.7). Il est recommandé d'informer les parents que les

¹² Les indications des implants cochléaires sont définies, hors cas particulier, par un avis rendu par la HAS en 2007 (cf. annexe 6).

résultats attendus sur la perception auditive et le développement de la langue parlée seront meilleurs si l'implantation a lieu avant les 2 ans de l'enfant (grade C).

Il est recommandé qu'une éducation auditive soit régulièrement dispensée par un professionnel spécialisé pour développer l'intérêt puis la connaissance du monde sonore (bruits quotidiens et reconnaissance de la parole). Les nombreux outils et jouets musicaux adaptés, à disposition des professionnels, favorisent la participation de l'enfant aux activités de découverte du monde sonore et vocal. Cette  ducation auditive nécessite que l'appareillage soit mis en place et que les activités soient pratiqu es de façon ludique.

Il est recommandé de développer les capacités d'expression de l'enfant par un travail spécifique de contrôle du souffle et de la voix et par l'encouragement de l'expression de l'enfant en français parlé lors des activités de la vie quotidienne.

Deux séances hebdomadaires pour les cas de surdités moyennes, 3 ou 4 séances hebdomadaires pour les surdités sévères et profondes sont recommandées.

► **Approche audiophonatoire et projet éducatif**

Les programmes d'intervention précoce proposant une approche audiophonatoire ont pour principe de stimuler la voie auditive en vue de développer la langue parlée (compréhension et expression). Ils peuvent entrer dans le cadre de projets d'éducation avec « communication en langue française » ou de projets d'éducation avec « communication bilingue, langue des signes française et langue française ».

Dans le cadre d'un projet d'éducation avec « communication en langue française », le français parl ¹³ constitue la langue première de l'enfant. Avant 3 ans, deux types de programmes d'intervention précoce audiophonatoire en français sont classiquement décrits en fonction du mode de communication verbale principalement utilisé avec l'enfant sourd :

- une communication en langue française parlée complétée (LPC) ; la langue utilisée est le fran ais¹⁴ ; la LPC facilite la compréhension et les échanges lors de situations dans lesquelles le français parlé est difficilement perçu par l'enfant ; le message émis en français par la personne qui lui parle est complété simultanément par un code gestuel qui permet de lever les ambiguïtés de la lecture labiale, en respectant le vocabulaire et la grammaire du français ; lorsqu'il parle l'enfant sourd n'a pas besoin d'utiliser ce code, sauf s'il échange avec une autre personne sourde utilisant la LPC ; dans ce type de programme, il est recommandé de proposer aux parents d'apprendre et d'utiliser au domicile les clés de la langue française parlée complétée, si possible avant que l'enfant entre à l' cole (grade C) ;
- ou une communication en français signé, appelée également fréquemment « communication totale » ; la langue utilisée est le français ; la compréhension ou l'expression par l'enfant sourd du message exprimé en français parlé est soutenue par l'utilisation simultanée de signes isolés de la LSF employés dans l'ordre des mots de la phrase en français. Cet ordre est diff rent de celui utilisé en LSF pour exprimer la même idée, car la grammaire de la LSF et celle du français sont différentes.

En l'état actuel des connaissances scientifiques, il n'a pas été possible de recueillir un consensus entre les différents acteurs pour proposer de recommander l'un plutôt que l'autre de ces programmes d'intervention précoce audiophonatoire en français (cf. argumentaire § 6.4.1). En revanche, un consensus se dégage nettement pour recommander de ne plus proposer aux enfants sourds des programmes d'intervention précoce exclusivement en français parlé sans le soutien d'un support gestuel complémentaire.

Dans le cadre de projet d'éducation avec « communication bilingue », l'approche audiophonatoire permet de proposer un programme d'intervention précoce où le français

¹³ Entre 0 et 3 ans, lorsque la langue maternelle est une autre langue parlée, la langue première de l'enfant peut être une langue parlée différente du français.

¹⁴ Le code LPC existe également pour d'autres langues que le français.

parlé est proposé alternativement avec la LSF, sans préjuger de la langue première qui sera utilisée par l'enfant pour s'exprimer. La communication et les échanges dans la vie quotidienne peuvent avoir lieu dans l'une ou l'autre langue. La LSF facilite la compréhension et les échanges lors de situations dans lesquelles le français parlé est difficilement perçu par l'enfant. L'utilisation des deux langues permet à l'enfant de développer les spécificités de toute personne bilingue : imprégnation de deux cultures, stratégies de compensation entre les deux langues, flexibilité cognitive. La mise en œuvre d'un programme d'intervention audiophonatoire en français, avec LSF, doit respecter les conditions requises pour toute approche audiophonatoire conjointement à celles requises pour l'approche visuogestuelle.

Afin de respecter leur projet éducatif conformément à la loi¹⁵, dès lors que les parents souhaitent que leur enfant sourd ait une éducation avec « communication bilingue » visant à développer le français dans ses deux modalités (français parlé et français écrit), il est recommandé de proposer à l'enfant et à ses parents le plus tôt possible une approche audiophonatoire associée à un environnement leur permettant d'acquérir la LSF et non seulement le français signé, ce dernier ne visant que la « communication en langue française ».

2.4 Approche visuogestuelle : mise en œuvre

► Objectif de développement de la communication et de la langue

Avant 3 ans, les objectifs de développement de la communication et du langage sont :

- maintenir et développer toutes formes de communication, verbale ou non verbale, entre l'enfant et son entourage ;
- développer les capacités de l'enfant en compréhension et expression en LSF ;
- introduire progressivement, comme pour tout enfant, la modalit  écrite du français, en particulier à partir de situations de la vie quotidienne (lecture d'histoires, graphisme, etc.).

► Recommandations pour la mise en œuvre d'une approche visuogestuelle

Il est recommandé de maintenir et développer toute forme de communication à partir des différentes afférences sensorielles demeurées actives, au cours des rencontres effectuées avec l'enfant et sa famille dans le cadre de l'intervention précoce. Il s'agit de soutenir, le plus tôt possible, une appétence communicationnelle et relationnelle en donnant à l'enfant sourd un moyen d'expression précoce qui lui permet d'exprimer l'ensemble de ses besoins, affects et désirs. Il est proposé de privilégier la communication en partant des compétences fonctionnelles de l'enfant, en particulier visuelles et motrices, et non des afférences déficitaires.

La langue des signes est une langue permettant de s'exprimer avec les mêmes capacités d'abstraction, de finesse et de registre de langue que toute langue parlée. L'acquisition du langage en langue des signes suit les mêmes processus et la même chronologie que celle de l'enfant ordinaire en langue parlée, sous réserve que l'enfant sourd soit placé dans les conditions équivalentes de stimulation, de transmission et de communication.

Il est recommandé que les programmes d'intervention précoce visuogestuelle proposent dans les lieux d'accueil de l'enfant un espace de jeu, d'activités et de rencontre où la LSF soit utilisée, si possible par plusieurs interlocuteurs sourds ou entendants, au minimum 5 heures par semaine.

Il est recommandé que des professionnels sourds compétents formés à l'enseignement de la langue et à l'aspect relationnel et éducatif fassent partie des équipes d'accueil.

¹⁵ Loi n  2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Afin que les conditions de stimulation, de transmission et de communication de toute langue soient respectées et que cette langue puisse permettre à l'enfant sourd de participer pleinement à la vie quotidienne, il est nécessaire que les interlocuteurs de l'enfant, en particulier ses parents et frères et s eurs ou les personnes qui en assurent la garde quotidienne, connaissent ou apprennent cette langue. Il est recommandé de vérifier la nécessité ou non de proposer une aide à la famille en vue d'acquérir cette langue, en particulier de distinguer si la famille utilise du français signé ou la LSF, et de mettre en œuvre les moyens spécifiques pour les familles ne maîtrisant pas cette langue. L'immersion linguistique peut prendre la forme, selon le moment et en fonction des besoins repérés, de cours de LSF ou d'accompagnement à la communication en situation réelle dans les lieux habituels de l'enfant.

► **Approche visuogestuelle et projet éducatif**

Dans le cadre d'un programme d'intervention précoce par approche visuogestuelle, la LSF constitue la langue première de l'enfant. Cette approche sera associée secondairement à l'introduction progressive puis à l'apprentissage du français écrit pour devenir un projet d'éducation « avec communication bilingue ».

2.5  valuer régulièrement l'évolution du développement de la communication et de la (ou des) langue(s) utilisée(s)

Il est recommandé, d'évaluer régulièrement la communication et le langage de l'enfant sourd (tous les 6 mois jusqu'à 3 ans, puis tous les ans) par le biais de tests étalonnés adaptés au développement de l'enfant, s'ils existent¹⁶ :

- pour permettre un suivi des capacités de communication et de l'acquisition de chacune des langues proposées, afin de s'assurer du développement régulier et harmonieux de celles-ci ;
- pour identifier un retard par rapport aux enfants du même âge, et adapter au mieux les moyens à mettre en œuvre pour répondre aux besoins particuliers de l'enfant, en particulier au moment de l'entrée à l' cole.

Il est recommandé de réaliser l'évaluation dans chaque langue proposée à l'enfant¹⁷ et de s'assurer que le suivi permet au minimum d'apprécier l'évolution des :

- capacités de communication lors d'activités de vie quotidienne ;
- capacités de compréhension de mots et syllabes, de signes, de phrases et d'histoires ;
- capacités d'expression de mots et syllabes, de signes, de phrases et d'histoires.

Dans le suivi d'une approche audiophonatoire, il est recommandé d'expliquer à la famille le décalage possible de l'acquisition du français parlé par rapport à la norme des enfants entendants et de l'alerter si ce décalage s'accroît au fil du suivi. Il est alors nécessaire de proposer des bilans complémentaires avec consultation d'équipes spécialisées dans les retards de développement et d'envisager s'il y a lieu une adaptation et/ou un changement de projet linguistique.

¹⁶ Se référer à l'argumentaire (§ 5) pour connaître les épreuves proposées dans le cadre de la surdité de l'enfant.   défaut de tests étalonnés pour l'enfant sourd, la classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé (version enfant et adolescent) et les documents de référence de l'éducation nationale relatifs à l'apprentissage des langues en milieu scolaire peuvent permettre de structurer l'évaluation du développement de la communication et de la ou des langues utilisées selon le projet linguistique ( ducation avec une communication en langue française ou avec une communication bilingue).

¹⁷ Dans le cadre des interventions précoces, en dehors des évaluations scolaires, l'évaluation de l'acquisition du français est généralement effectuée par des orthophonistes ; l'évaluation de l'acquisition de la langue des signes française nécessite la présence de professionnels maîtrisant cette langue et sensibilisés à sa transmission aux jeunes enfants.

Il est recommandé que l'évaluation de la communication et du langage de l'enfant sourd s'inscrive dans le cadre d'une évaluation pédiatrique plus générale prenant en compte les aspects pluridisciplinaires suivants :

- une évaluation des fonctions auditives, avec et sans appareillage ;
- une évaluation des fonctions visuelles ;
- une évaluation psycho-affective ;
- une évaluation des fonctions psychomotrices ;
- une évaluation du développement cognitif.

3 Informer et accompagner les parents

Aucune étude n'a évalué l'efficacité de programmes spécifiques d'information ou d'accompagnement des parents ou de la famille. Les recommandations suivantes sont fondées sur un accord au sein du groupe de travail, après prise en compte des études qualitatives et enquêtes réalisées auprès des parents et des témoignages et remarques transmises lors de la phase de lecture. Aucune étude ou enquête n'a été réalisée auprès de frères et s eurs.

Accueillir un enfant sourd au sein de sa famille, c'est avant tout accueillir un enfant. Afin de ne pas occulter tout ce qui est habituellement réalisé par et transmis aux parents lors de l'accueil d'un enfant¹⁸, il est recommandé que l'information délivrée et l'accompagnement des familles ne soient pas uniquement centrés sur les aspects spécifiques liés à la surdité de l'enfant, mais prennent en compte, en première intention, les besoins d'informations relatives au développement global de l'enfant, comme cela est proposé pour tout enfant.

3.1 Informer les parents

► Principes généraux et pluralité de l'information

L'information de l'enfant et de sa famille est un processus continu tout au long du suivi de l'enfant. Les recommandations spécifiques à certains moments du suivi sont proposées en annexe : information avant le diagnostic (annexe 7) et au moment de l'annonce du diagnostic (annexe 8).

Lorsqu'un professionnel informe une personne sourde (enfant ou parent), il est recommandé de :

- s'adresser dans toute la mesure du possible dans la langue utilisée par la personne informée : il peut être nécessaire de recourir à un interprète en fonction des besoins¹⁹ ;
- respecter les conditions favorables pour une communication de qualité avec une personne sourde (annexe 9).

Conformément à la loi²⁰, tout professionnel de santé a le devoir d'informer les personnes qui se présentent à lui, dans le cadre de ses compétences et dans le respect des règles professionnelles qui lui sont applicables. Toute personne prend, avec le professionnel de santé et compte tenu des informations et des préconisations qu'il lui fournit, les décisions concernant sa santé, ou celle de la personne dont elle est le responsable légal. Les professionnels doivent respecter la volonté de la personne après l'avoir informée des conséquences de ses choix. Aucun acte médical ni aucun traitement ne peut être pratiqué

¹⁸ Pour plus de détails, se reporter aux recommandations professionnelles publiées en 2006 par la HAS « Préparation à la naissance et à la parentalité ».

¹⁹ Conformément à la loi n 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, « *les personnes d ficiennes auditives bénéficient, à leur demande, d'une traduction écrite simultanée ou visuelle de toute information orale ou sonore les concernant, dans le cadre de leurs relations avec les services publics, qu'ils soient gérés par l'Etat, les collectivités territoriales ou un organisme les représentant, ainsi que par des personnes privées chargées d'une mission de service public.* »

²⁰ Loi n 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé.

sans le consentement libre et éclairé de la personne et ce consentement peut être retiré à tout moment.

Il est recommandé que l'information donnée aux parents soit complétée d'une information appropriée donnée à l'enfant, en fonction de son âge et de son développement cognitif. Une attention particulière devra être portée aux membres de la fratrie et une information spécifique pourra leur être donnée.

Afin d'assurer une information plurielle respectant les différentes représentations sociales de la surdité et l'hétérogénéité des situations cliniques de la surdité de l'enfant, il est recommandé aux professionnels de santé et à l'ensemble des personnes qui participent à l'information des familles de les informer qu'il existe différentes approches éducatives pour un enfant sourd, en particulier lorsque le seuil auditif de l'enfant est > 70 dB HL. Professionnels de santé, associations de parents d'enfants sourds, associations de personnes sourdes, centres d'information sur la surdité sont à même de proposer aux parents des informations complémentaires avant qu'ils ne s'engagent dans une approche éducatrice ou une autre. Alors même que l'ensemble des acteurs interrogés au cours de l'élaboration de ces recommandations appellent de leurs vœux l'existence d'un lieu neutre unique où les parents pourraient recevoir l'ensemble des informations relatives à la surdité de leur enfant, quelles que soient les diversités cliniques et éducatives, il n'existe pas de consensus en France en 2009 permettant de définir les modalités de fonctionnement d'un tel lieu, en particulier sur la pertinence d'identifier un r f rent pour la famille.

Il est recommandé que les lieux et sites Internet d'information développent les informations relatives à la surdité moyenne, situation clinique la plus fréquente et la moins bien documentée ; lorsque les informations sont transmises par le biais de sites Internet, il est recommandé que ceux-ci respectent les chartes de qualité des sites de santé.

► Contenu de l'information

Il est recommandé de hiérarchiser les informations transmises et de les fonder sur :

- les compétences multiples que l'enfant sourd possède et utilise pour communiquer et les conséquences pratiques liées au besoin de l'enfant d'appréhender le monde qui l'entoure par les informations visuelles :
 - poursuivre la communication sous toutes ses formes, visuelle, orale, tactile, etc.,
 - placer l'enfant dans un espace ouvert, se placer dans son champ de vision, etc.,
 - adopter de nouvelles stratégies (ex. ne pas appeler l'enfant à distance en criant) ;
- les besoins particuliers de l'enfant pour apprendre une langue, en particulier ceux liés à son seuil auditif lorsque l'approche souhaitée par les parents est une approche audiophonatoire ;
- les besoins exprimés par les familles, de manière générale et singulière (cf. argumentaire à 2) ;
- la possibilité et l'intérêt d'un bilan médical étiologique ;
- les différents projets éducatifs possibles ; il est recommandé de donner du temps aux parents avant de s'engager dans les décisions futures, en particulier lorsque le diagnostic a été posé au cours de la première année de vie ; l'annonce du diagnostic n'est pas un temps où des décisions relatives au projet éducatif doivent être prises ;
- les résultats attendus, en particulier concernant l'acquisition et l'utilisation du français (parlé puis écrit) ou de la LSF, selon les approches, audiophonatoire ou visuogestuelle, le seuil auditif de l'enfant et ses éventuels troubles associés (cf. argumentaire à 2 et à 6) ;
- l'importance du réseau social et associatif ; plusieurs enquêtes montrent que le réseau social et associatif aide les parents à s'impliquer ou est associé à un niveau de stress parental moins important. Il est recommandé d'informer précocement les familles de l'existence de ces associations et du soutien qu'elles pourront y trouver ; il convient de laisser le moment de cette rencontre au libre choix des familles, aucun argument scientifique, ni consensus ne permettant de définir de manière générale le moment opportun de cette rencontre ;
- la disponibilité locale des services permettant un accompagnement des parents et un suivi de l'enfant (annexe 10).

3.2 Accompagner les familles

L'accompagnement des familles nécessite l'intervention de nombreux professionnels et de personnes civiles (réseau social des parents, associations). Cet accompagnement peut être réalisé dans le cadre d'interventions précoces par des équipes pluridisciplinaires, éventuellement constituées sous forme de réseau formel ou informel (cf. section 2). Pour les enfants de moins de 1 an, un lien hebdomadaire avec les familles est recommandé (rendez-vous avec un professionnel, contact téléphonique, courrier électronique, etc.). Progressivement, cet accompagnement des familles est complété par des interventions centrées sur l'enfant, et le rythme de rencontres des parents sera adapté aux besoins exprimés.

Il est recommandé d'adapter l'accompagnement des familles au cas par cas, en tenant compte des facteurs liés à l'enfant et à ses besoins particuliers, mais également des facteurs environnementaux. L'accompagnement des familles comprend :

- l'accompagnement des parents eux-mêmes et si nécessaire celui de la fratrie ; lorsque l'acquisition de la LSF ou des clés de la LPC est souhaitée, l'accompagnement est proposé à l'ensemble de la famille ;
- et l'accompagnement en présence de l'enfant, individuellement ou en groupe.

L'accompagnement proposé doit permettre :

- de transmettre une vision positive des compétences de l'enfant sourd et de son devenir ;
- de rassurer les parents car ce qu'ils auront à savoir et à faire restera dans le cadre de compétences habituelles de ce que font tous les parents ;
- d'encourager les parents à partager leurs expériences et à poser des questions, afin de permettre des relations de partenaires entre parents et professionnels et non des relations de dépendance ;
- d'informer les parents sur les choix possibles en fonction des besoins particuliers de l'enfant (approche audiophonatoire ou visuogestuelle, modes de scolarisation possibles, etc.) ;
- d'aider les parents à développer des compétences parentales spécifiques nécessaires à l'enfant sourd ;
- d'aider les parents dans leurs démarches en leur expliquant les différents rôles et formation des professionnels ou des institutions (rôle de la MDPH par ex.) ;
- de respecter le fait qu'être parent, c'est une multitude de manieres d'être, nécessitant d'adapter les actions proposées à la situation individuelle de chaque famille ;
- de soutenir les parents dans leur choix et leur donner les moyens d'adapter leur projet éducatif en les informant régulièrement de l'évolution globale de l'enfant et de l'évolution spécifique de l'acquisition de la ou des langues proposées (annexe 11).

4 Prévenir les éventuels troubles psychiques et relationnels de l'enfant

4.1 Identifier les troubles

En soi, la surdité ne constitue pas un facteur de trouble psychique. Cependant, elle entraîne des difficultés de communication entre l'enfant et l'environnement dans lequel il vit, susceptibles d'occasionner des troubles des relations ou des troubles du comportement réactionnels. Malgré l'absence d'étude spécifique chez l'enfant sourd de 0 à 6 ans, l'expérience clinique des professionnels et les études épidémiologiques réalisées chez l'enfant de plus de 8 ans confirment l'existence de troubles du comportement plus fréquents chez l'enfant sourd que chez les enfants entendants du même âge (cf. argumentaire   4.2).

Il est recommandé aux professionnels de santé d'être vigilants afin de détecter le plus précocement possible l'apparition ou la présence de troubles du comportement ou de souffrance psychique chez tous les enfants sourds, quel que soit leur seuil auditif.

Parmi les signes susceptibles d'alerter les professionnels se trouvent : des troubles du regard (regard fuyant ou trop persistant), une altération du développement psychomoteur, des troubles du sommeil (difficultés d'endormissement) ou de l'appétit, un retard d'acquisition de la propreté, un trouble de l'attention, un retrait, une tristesse voire un repli ou une agitation excessive, une angoisse de séparation qui se maintient au-delà de la période habituelle, un retard persistant d'acquisition du langage, des pleurs fréquents inexpliqués, une modification brutale ou progressive du comportement, des difficultés relationnelles avec des enfants du même âge.

Ces signes d'appel, non spécifiques, peuvent être révélateurs de difficultés voire de souffrance psychique.

En présence de troubles du comportement ou de troubles psychiques récemment observés, il est recommandé dans un premier temps de contrôler l'audition et l'adaptation de l'enfant (modification du seuil auditif, adaptation et fonctionnement de l'appareillage, adaptation scolaire, notamment lorsque l'enfant est en inclusion, etc.) puis, selon les troubles observés, d'orienter l'enfant et ses parents vers un psychologue ou un psychiatre, si possible ayant une connaissance de la surdité. Lorsque la langue principalement utilisée par l'enfant est la langue des signes, le recours à une équipe utilisant cette langue est recommandé.

4.2 Adopter des mesures de prévention

Un mode de communication commun, oral ou signé, entre enfants sourds et parents, entendants ou sourds, est associé à un meilleur développement psychique de l'enfant (cf. argumentaire à 4.2.2).

Pour permettre un développement psychique harmonieux de l'enfant sourd, il est recommandé de mettre en œuvre le plus précocement possible tous les moyens permettant un mode de communication commun entre parents et enfants. L'acquisition d'une langue commune doit se mettre en place le plus tôt possible, au mieux avant l'âge de 4 ans et en tout cas avant l'âge de 5 ans (grade C).

Si malgré cette mesure, le développement de la langue présente un retard important dans la 4^e année, il est recommandé de proposer à l'enfant et aux parents un environnement leur permettant d'accroître les possibilités pour l'enfant de s'approprier une langue.

Par ailleurs, au vu de l'expérience clinique des professionnels, des personnes sourdes et des parents interrogés par la HAS, il semble pertinent en vue de prévenir les troubles psychiques de l'enfant sourd :

- d'informer les parents et les personnes s'occupant de l'enfant sur :
 - les modes de communication adaptés à celui-ci,
 - la particularité de l'attention conjointe de l'enfant sourd,
 - l'importance d'utiliser un registre de langue adapté aux spécificités sensorielles de l'enfant et à son niveau de langue ;
- de respecter le rythme de développement de l'enfant et d'acceptation de sa famille, et de veiller en particulier à l'adéquation entre les possibilités réelles de l'enfant et les représentations et exigences du milieu familial et social. Il est donc important de veiller à ne pas déborder les capacités d'attention de l'enfant et donc d'éviter les stimulations excessives ;
- de s'assurer de la bonne adaptation et de la tolérance de l'appareillage proposé à l'enfant ; le refus par l'enfant de porter ses appareils ne doit pas être banalisé, d'autant plus s'il s'accompagne d'un comportement inhabituel et/ou de signes d'alerte déjà évoqués. Un refus persistant d'appareillage, quel qu'il soit, peut être un indice parmi d'autres d'une inadéquation du projet proposé à l'enfant ;
- de s'assurer régulièrement de la qualité des interactions, de la communication et de l'évolution régulière du langage de l'enfant (cf.   2.5) ;

- d'évaluer régulièrement la pertinence des interventions mises en œuvre, dont le mode de scolarisation proposé, à la lumière de l'évolution globale de l'enfant ;
- de proposer un accompagnement psychologique aux parents qui rencontrent une situation persistante d'anxiété ou présentent des signes de dépression ;
- de former les professionnels du secteur médico-social (enseignants, orthophonistes, etc.)   la prévention des troubles psychiques et relationnels de l'enfant sourd.

5 Identifier les lieux d'accueil et d'accompagnement des familles et de suivi des enfants sourds

La diversité des structures et des services est nécessaire pour permettre une adaptation de l'accompagnement et du suivi :

- aux besoins spécifiques des enfants sourds qui constituent une population hétérogène, en particulier pour répondre aux besoins très divers des enfants ayant un trouble associé à la surdité. Lorsque l'enfant est suivi dans une structure spécialisée à un trouble associé, un partenariat étroit avec une structure spécialisée dans le suivi des enfants sourds est nécessaire pour adapter au mieux le suivi relatif à la surdité ;
- au projet éducatif de la famille ( ducation avec communication en langue française ou éducation avec communication bilingue).

L'éloignement géographique des structures peut limiter cette adaptation dans de nombreuses régions, en particulier pour le très jeune enfant : un département sur deux n'a pas de structure d'intervention précoce spécialisée (CAMSP spécialisé surdité, SAFEP, SESSAD, SSEFIS) alors que les moyens mis en œuvre sont différents entre structure polyvalente et structure spécialisée. Afin de développer des interventions précoces au sein des familles, en particulier lors d'éloignement des structures spécialisées, un suivi par une structure spécialisée en réseau avec les professionnels libéraux ou des structures polyvalentes est nécessaire.

Il est recommandé que chaque structure identifie clairement les approches proposées, approche audiophonatoire et/ou approche visuogestuelle (cf.   2), et les moyens spécifiques mis à disposition des enfants ou des familles (ex. : temps d'intervention avec LPC, en LSF, etc.). Afin de faciliter l'information des familles et des professionnels, un répertoire local et national de ces structures précisant les approches proposées serait nécessaire.

Les professionnels participant à un programme d'intervention précoce, que ce soit au sein d'une structure ou d'un réseau informel exerçant en libéral, doivent organiser le lien avec les lieux de vie et de scolarisation de l'enfant afin d'assurer une continuité des moyens de communication mis à sa disposition.

Les lieux d'accueil, d'accompagnement et de suivi proposant un projet d'éducation avec communication bilingue, selon une approche visuogestuelle ou selon une approche audiophonatoire en français avec LSF, doivent être clairement affichés, et doivent pouvoir proposer une immersion dans la LSF aux enfants et aux familles, au sein de structures sociales (crèches, haltes-garderies, etc.), médico-sociales (CAMSP, SAFEP, SESSAD, et SSEFIS) ou éducatives ( tablissements scolaires) travaillant éventuellement en réseau.

Si depuis 2005²¹ la liberté de choix dans l'éducation et le parcours scolaire entre une éducation avec communication en langue française ou avec une communication bilingue, langue des signes française et langue française, est de droit, l'accès des enfants à une éducation avec communication bilingue dès les interventions précoces est très hétérogène selon les départements ; il en est de même de l'accès à certains moyens spécifiques tels que l'apprentissage de la LPC. De ces recommandations, il ressort d'une part qu'il est nécessaire de développer en France au sein de chaque territoire de santé un accès aux différents programmes d'intervention précoce, et d'autre part que ceux-ci proposent les services de professionnels formés aux différentes approches déclinées ci-dessus (cf.   2).

²¹ Loi n  2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Annexes

Annexe 1. Méthode « Recommandations pour la pratique clinique »

Les recommandations de bonne pratique sont définies comme « des propositions développées selon une méthode explicite pour aider le praticien et le patient à rechercher les soins les plus appropriés dans des circonstances cliniques données ».

La méthode « Recommandations pour la pratique clinique » (RPC) est l'une des méthodes utilisées par la Haute Autorité de Santé (HAS) pour élaborer des recommandations de bonne pratique. Elle repose, d'une part, sur l'analyse et la synthèse critiques de la littérature scientifique disponible (sciences humaines et littérature médicale), et, d'autre part, sur l'avis d'un groupe multidisciplinaire de professionnels concernés par le thème des recommandations.

► **Choix du thème de travail**

Les thèmes de recommandations de bonne pratique sont choisis par le Collège de la HAS. Ce choix tient compte des priorités de santé publique et des demandes exprimées par les ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale. Le Collège de la HAS peut également retenir des thèmes proposés par des sociétés savantes, l'Institut national du cancer, l'Union nationale des caisses d'assurance maladie, l'Union nationale des professionnels de santé, des organisations représentatives des professionnels ou des établissements de santé, des associations agr e es d'usagers.

Pour chaque thème retenu, la méthode de travail comprend les étapes suivantes.

► **Comité d'organisation**

Un comité d'organisation est réuni par la HAS. Il est composé de représentants des sociétés savantes, des associations professionnelles ou d'usagers, et, si besoin, des agences sanitaires et des institutions concernées. Ce comité définit précisément le thème de travail, les questions à traiter, les populations de patients et les professionnels concernés. Il signale les travaux pertinents, notamment les recommandations, existants. Il propose des professionnels susceptibles de participer aux groupes de travail et de lecture. Ultérieurement, il participe au groupe de lecture.

Dans le cadre particulier de ce travail, une traduction simultanée en langue des signes par des interprètes a été organisée.

► **Groupe de travail**

Un groupe de travail multidisciplinaire et multiprofessionnel est constitué par la HAS. Il est composé de professionnels de santé, ayant un mode d'exercice public ou privé, d'origine géographique ou d'écoles de pensée diverses, et, si besoin, d'autres professionnels concernés et de représentants d'associations de patients et d'usagers. Un président est désigné par la HAS pour coordonner le travail du groupe en collaboration avec le chef de projet de la HAS. Un chargé de projet est également désigné par la HAS pour sélectionner, analyser et synthétiser la littérature médicale et scientifique pertinente. Il rédige ensuite l'argumentaire scientifique des recommandations en définissant le niveau de preuve des études retenues. Ce travail est réalisé sous le contrôle du chef de projet de la HAS et du président.

Dans le cadre particulier de ce travail, le groupe de travail a été constitué de sorte d'y intégrer des personnes sourdes (représentants de personnes sourdes et professionnels sourds), des personnes s'exprimant en français, en langue des signes ou dans les deux langues. Parmi les personnes s'exprimant en français, ont été intégrées dans le groupe des personnes utilisant la langue française parlée complétée, et des personnes utilisant le français signé. Une traduction simultanée en langue des signes par des interprètes et la mise à disposition d'une boucle magnétique ont été assurées pour toutes les réunions.

► **Rédaction de la première version des recommandations**

Une première version des recommandations est rédigée par le groupe de travail à partir de cet argumentaire et des avis exprimés au cours des réunions de travail (5 réunions dans le cadre de ce travail). Cette première version des recommandations est soumise à un groupe de lecture externe.

Dans le cadre de ce travail, cette première version de recommandations a également été soumise à une consultation publique *via* le site de la HAS.

► Groupe de lecture

Un groupe de lecture externe est constitué par la HAS selon les mêmes critères que le groupe de travail. Il est consulté par courrier ; chaque membre donne un avis individuel sur le fond et la forme de l'argumentaire et des recommandations, en particulier sur la lisibilité et l'applicabilité de ces dernières (résultats des avis formalisés en annexe de l'argumentaire).

► Consultation publique

  la demande du Collège de la HAS, une consultation publique a été organisée afin de recueillir l'avis collectif de tout organisme, association ou institution²² impliqués dans le suivi de 0 à 6 ans des enfants sourds et dans l'accompagnement de leur famille, sans qu'ils aient été au préalable identifiés et sélectionnés par la HAS.

Afin de diffuser le plus largement possible l'information sur la tenue de cette consultation, un communiqué de presse a été adressé aux principaux médias potentiellement intéressés par le sujet, dont les médias en langue des signes, et un courrier a invité les principales parties prenantes, identifiées par le groupe de travail et la mission « Relations avec les associations de patients et d'usagers », à informer leurs adhérents et leurs différents réseaux, si elles le jugeaient utile.

Un système de préinscription ouvert à tous a été mis en place sur le site de la HAS, 6 semaines avant le début de la consultation publique et jusqu'à la fin de celle-ci, afin de s'assurer qu'un seul avis collectif par association, institution ou organisme serait recueilli.

L'argumentaire scientifique et la version préalable des recommandations ont été mis à disposition *via* le site de la HAS pendant 45 jours, afin de permettre un débat au sein des différents organismes, associations, ou institutions. L'avis des parties prenantes a été recueilli à l'aide d'un questionnaire en ligne (cf. document annexe²³). Le questionnaire était constitué de 37 questions, ouvertes et fermées, afin de recueillir un avis formalisé et des commentaires libres relatifs à l'ensemble du document puis chapitre par chapitre.

► Version finale des recommandations

Les commentaires du groupe de lecture et ceux de la consultation publique (cf. document annexe) sont ensuite analysés et discutés par le groupe de travail, qui modifie si besoin l'argumentaire et rédige la version finale des recommandations et leur synthèse, au cours d'une réunion de travail. Dans le cadre de ce travail, deux réunions ont été nécessaires.

La version finale de l'argumentaire et des recommandations et le processus de réalisation sont discutés par le comité de validation des recommandations.   sa demande, l'argumentaire et les recommandations peuvent être revus par le groupe de travail. Le comité rend son avis au Collège de la HAS.

► Validation par le Collège de la HAS

Sur proposition du comité de validation des recommandations, le Collège de la HAS valide le rapport final et autorise sa diffusion.

► Diffusion

La HAS met en ligne sur son site (www.has-sante.fr) l'intégralité de l'argumentaire, les recommandations et leur synthèse. La synthèse et les recommandations peuvent être  dit es par la HAS. Dans le cadre de ce travail, un document annexe relatif aux résultats de la consultation publique et du groupe de lecture est joint.

²² Associations représentant les enfants sourds, associations de professionnels, établissements de santé, établissements médico-sociaux, sociétés savantes, institutions publiques, agences sanitaires, syndicats, industriels, etc.

²³ Document annexe « Surdité de l'enfant – Consultation publique et groupe de lecture : résultats relatifs au projet initial de recommandations », téléchargeable sur www.has-sante.fr

► Travail interne à la HAS

Un chef de projet de la HAS assure la conformité et la coordination de l'ensemble du travail suivant les principes méthodologiques de la HAS.

Les membres du comité d'organisation et du groupe de travail ont communiqué leurs déclarations d'intérêts à la HAS. Elles ont été analysées et prises en compte en vue d'éviter les conflits d'intérêts.

Une recherche documentaire approfondie est effectuée par interrogation systématique des banques de données bibliographiques médicales et scientifiques sur une période adaptée à chaque thème. En fonction du thème traité, elle est complétée, si besoin, par l'interrogation d'autres bases de données spécifiques (cf. argumentaire pour la stratégie de recherche documentaire détaillée). Une étape commune à toutes les études consiste à rechercher systématiquement les recommandations pour la pratique clinique, conférences de consensus, articles de décision médicale, revues systématiques, méta-analyses et autres travaux d'évaluation déjà publiés au plan national et international. Tous les sites Internet utiles (agences gouvernementales, sociétés savantes, etc.) sont explorés. Les documents non accessibles par les circuits conventionnels de diffusion de l'information (littérature grise) sont recherchés par tous les moyens disponibles. Par ailleurs, les textes législatifs et r glementaires pouvant avoir un rapport avec le thème sont consultés. Les recherches initiales sont réalisées dès le démarrage du travail et permettent de construire l'argumentaire. Elles sont mises à jour régulièrement jusqu'au terme du projet. L'examen des références citées dans les articles analysés permet de sélectionner des articles non identifiés lors de l'interrogation des différentes sources d'information. Enfin, les membres des groupes de travail et de lecture peuvent transmettre des articles de leur propre fonds bibliographique. Les langues retenues sont le français et l'anglais.

Dans le cadre de ce travail, les bases spécifiques interrogées ont exploré les domaines de l'éducation, de la psychologie et de la sociologie en complément des bases médicales et scientifiques habituellement consultées.

► Gradation des recommandations

Chaque article sélectionné est analysé selon les principes de lecture critique de la littérature à l'aide de grilles de lecture, ce qui permet d'affecter à chacun un niveau de preuve scientifique. Selon le niveau de preuve des études sur lesquelles elles sont fondées, les recommandations ont un grade variable, coté de A   C selon l'échelle proposée par la HAS (cf.   1).

En l'absence d'études, les recommandations sont fondées sur un accord professionnel au sein du groupe de travail réuni par la HAS, après consultation publique et avis du groupe de lecture. Dans ce texte, les recommandations non grad es sont celles qui sont fondées sur un accord professionnel. L'absence de gradation ne signifie pas que les recommandations ne sont pas pertinentes et utiles. Elle doit, en revanche, inciter à engager des études complémentaires.

Pour en savoir plus sur la méthode d'élaboration des recommandations pour la pratique clinique, se référer au guide publié par l'Anaes en 1999 : « Les recommandations pour la pratique clinique - Base méthodologique pour leur réalisation en France ». Ce guide est téléchargeable sur le site Internet de la HAS : www.has-sante.fr.

Annexe 2. Situations cliniques retenues

Ces recommandations concernent :

- les enfants de 0 à 6 ans pr sentant²⁴ :
 - une surdité bilatérale permanente, isolée ou non, congénitale ou non,
 - un seuil auditif > 40 dB HL, calculé selon les recommandations du Bureau international d'audiophonologie ;
- et leurs familles ; les enfants sourds sont élevés très majoritairement au sein de familles entendantes. La plus grande enquête publiée, réalisée auprès de 30 000 enfants sourds par l'institut Gallaudet aux  tats-Unis, montre que 91,7 % des enfants sourds sont nés de parents tous deux entendants. En France en 1998-1999, l'estimation du nombre de personnes utilisant la langue des signes était de 119 000 personnes dont 44 000 personnes sourdes (soit 8 % des personnes ayant une d ficiance profonde ou totale).

La surdité ne peut être définie de manière univoque car il existe en France des représentations sociales extrêmement différentes de la surdité du fait de facteurs historiques, éthiques, politiques et r glementaires complexes (cf. argumentaire à 1.2.2).

Cependant, afin de délimiter la population d'enfants auxquels s'adressent ces recommandations, les critères audiophonologiques ont été choisis du fait des conséquences du seuil auditif sur la perception de la parole :

- entre 41 et 70 dB HL, la parole est perçue si on élève la voix ; le sujet comprend mieux en regardant parler ; quelques bruits familiers sont encore perçus ; ces critères correspondent à ce que de nombreuses publications définissent comme surdité « moyenne²⁵ » ;
- entre 71 à 90 dB HL, la parole est perçue à voix forte près de l'oreille ; les bruits forts sont perçus ; ces critères correspondent à ce que de nombreuses publications définissent comme surdité « sévère » ;
- \geq 91 dB HL, la parole n'est pas perçue ; seuls les bruits très puissants le sont ; ces critères correspondent à ce que de nombreuses publications définissent comme surdité « profonde à totale ».

En l'absence d'actions ou d'environnement spécifiques permettant de répondre aux besoins particuliers de ces enfants, ces derniers développent des retards de langage (cf. argumentaire à 2.1.2). La dernière enquête française (Handicap-Incapacité-Dépendance 1998-1999) montrait que 14 % des enfants ayant une surdité légère à moyenne présentent des troubles du langage ou de la parole, 21 % des enfants ayant une surdité moyenne à sévère et 56 % des enfants ayant une surdité profonde à totale). La surdité retentit sur les apprentissages scolaires et l'accès à l'emploi (41 % des enfants sourds de 6 à 11 ans savent lire, écrire et compter sans difficulté, pour 81 % dans la population générale ; 10 % des personnes sourdes accèdent à l'enseignement post-baccalauréat pour 29 % en population générale ; 34 % des personnes de 20 à 59 ans ayant une d ficiance profonde ou sévère ont un emploi pour 73 % en population générale).

Par ailleurs, les situations cliniques que recouvre l'expression « surdité de l'enfant » ou « enfant sourd » sont extrêmement nombreuses et hétérogènes (cf. argumentaire à 2) :

- l'incidence de la surdité permanente bilatérale de l'enfant est évaluée entre 1 et 2 enfants pour 1 000 ; soit, par projection en 2009, environ 800 à 1 600 nouveaux enfants concernés par an en France ;
- les surdités moyennes à profondes à la naissance se répartissent en France en 53 % de surdités moyennes, 21 % de surdités sévères, 25 % de surdités profondes ;

²⁴ Ces enfants sont dénommés dans l'ensemble du texte « enfant sourd ». La consultation publique a fait part du fait que les personnes présentant un seuil auditif compris entre 41 et 70 dB HL peuvent ne pas se considérer « sourde » puisqu'elles entendent partiellement. C'est la raison pour laquelle elles sont parfois qualifiées de personne « malentendante ». Ce terme n'a pas été retenu dans ce document car il tend à stigmatiser la personne par une qualification négative. Pour les personnes entendant partiellement, le terme « déficient auditif » est également parfois utilisé.

²⁵ Les notions de surdité « légère, moyenne, sévère ou profonde » correspondent à des critères audiophonologiques liés au seuil de perception d'un son. Elles n'ont aucun caractère de jugement de valeur pour les professionnels qui les utilisent, mais sont parfois perçues comme telles par certaines personnes sourdes, ce qu'a confirmé la consultation publique.

- les étiologies de la surdité sont nombreuses ; 32,4 % des surdités bilatérale de perception de l'enfant sont d'origine génétique, 37,7% sont d'origine inconnue et 29,8 % sont de causes prénatales, périnatales ou post-natales identifiées, non génétiques (infections, prématurité, etc.) ;
- la surdité peut être associée à d'autres troubles de santé, dans le cadre d'affections polymorphes ou de pathologies multiples, elles-mêmes extrêmement variées mais peu différenciées dans les études identifiées, raison pour laquelle elles sont en général dénommées sous le terme « troubles associés ». Cette association est plus fréquente chez les enfants présentant une surdité moyenne. Chez l'enfant, les surdités avec seuil auditif ≥ 70 dB HL répertoriées en Rh nes-Alpes à l'âge de 8 ans étaient isolées dans 91 % des cas, alors que chez les moins de 20 ans, tous seuils auditifs confondus, 42 % des personnes sourdes déclarent un autre trouble de santé.

Cette réalité hétérogène de la population sourde nécessite que le professionnel de santé adapte évaluation et suivi aux besoins particuliers de chaque enfant au sein de sa famille.

Annexe 3. Actions ou recherches futures

L'analyse de la littérature a fait état de nombreux domaines dans lesquels les études cliniques ne permettent pas de répondre aux questions que se posent parents et professionnels concernant le devenir des enfants sourds.

Les actions ou recherches suivantes permettraient d'améliorer cette connaissance et d'envisager des actions d'amélioration des pratiques :

- engager des études épidémiologiques permettant de décrire le parcours des enfants sourds et les résultats obtenus dans les domaines communs aux différentes approches (qualité de vie de l'enfant et de sa famille, niveau d'acquisition de la langue écrite à 8 ans, prévalence des manifestations psychopathologiques, développement cognitif) ;
- engager des études permettant d'appréhender la façon dont les parents ont choisi tel ou tel projet éducatif, précisant en particulier le délai réel entre le moment du diagnostic et l'engagement dans un projet éducatif donné et les raisons de ce choix (s'agit-il d'un choix éclairé ou d'un choix par défaut, faute d'information ou de disponibilité de structures) ;
- développer puis valider les modalités spécifiques d'évaluation du développement du langage en LSF ;
- développer les dispositifs de formation à distance (plate-forme Internet) permettant aux familles d'acquérir la LSF ou les clés de la LPC ;
- mener des enquêtes de pratiques afin :
 - d'évaluer le nombre de familles ayant accès aux approches éducatives de leur choix (programme audiophonatoire en français [avec LPC ou français signé] ; programme audiophonatoire en français avec LSF ; programme avec approche visuogestuelle),
 - d'évaluer le nombre d'enfants sourds bénéficiant d'un suivi respectant les conditions recommandées de mise en œuvre de l'approche éducatif choisie,
 - de connaître les modalités d'appréciation de l'audition des jeunes enfants dans le cadre d'un repérage individuel par les professionnels libéraux (médecins généralistes, pédiatres) ou les professionnels des services de PMI et de médecine scolaire.

La pertinence d'une réactualisation de ces recommandations devra être étudiée dans 3 ou 4 ans, au vu des résultats des études engagées.

Annexe 4. Intervention pr coce²⁶

L'intervention précoce est définie par l'Agence européenne pour le développement de l'éducation des personnes ayant des besoins particuliers comme « l'ensemble des actions et mesures (sociales, médicales, psychologiques et éducatives) qu'il est nécessaire d'entreprendre auprès des enfants et de leurs familles afin de répondre aux différents besoins des enfants présentant un risque de retard ou des retards avérés dans leur développement [...]. L'intervention précoce concerne le premier âge (globalement de 0 à 3 ans), on ne doit donc pas la confondre avec l'éducation des jeunes enfants. » Selon les différentes sources analysées, le soutien est apporté à un enfant et à sa famille jusqu'à l'intégration dans le système scolaire, de la naissance jusqu'à 6 ans au plus tard.

Il est recommandé que les équipes proposant des programmes d'intervention précoce puissent accompagner les familles dès l'annonce du diagnostic, par une équipe pluridisciplinaire.

Conformément aux recommandations européennes :

- l'intervention précoce est fournie à la demande de la famille ; satisfaire les besoins particuliers de l'enfant et de sa famille « implique que l'intervention précoce ne puisse [pas] être imposée aux familles, mais qu'elle doive garantir le droit de l'enfant à être protégé. Les droits des enfants et des familles doivent converger » ;
- les interventions précoces, qu'elles soient réalisées en centre spécialisé ou dans le cadre libéral, doivent être formalisées en un programme individualisé de suivi de l'enfant et de sa famille, discuté et rédigé par les professionnels avec les parents, comportant les objectifs, les actions proposées et les procédures d'évaluation. Ce programme individualisé tient compte du projet éducatif des parents, ce dernier pouvant évoluer au cours du temps ( ducation avec « communication en langue française », éventuellement avec l'aide du code LPC ou éducation avec « communication bilingue, langue des signes française et langue française ») ;
- il est nécessaire de garantir que les programmes d'intervention précoce soient accessibles aux familles à titre gratuit.

En France, cet accès à titre gratuit peut être proposé par des structures dédiées (ex. CAMSP, SAFEP, SSEFIS, etc.) ou par l'intermédiaire de la prestation de compensation du handicap délivrée par les MDPH (ex. formation en LPC ou en langue des signes pour les familles).

Dans les publications internationales relatives aux interventions précoces proposées aux enfants sourds, toutes les équipes détaillant le contenu de leurs interventions, sauf une, mettent à disposition des familles des interventions en langue parlée et en langue des signes (cf. argumentaire à 6.1). Le choix de la langue, langue parlée du pays et/ou langue des signes, relève d'une décision parentale. Les actions proposées sont habituellement hebdomadaires.

²⁶ Les recommandations présentées dans cette annexe ont obtenu entre 85 % et 95 % d'avis favorables au cours de la phase de lecture et ont été modifiées après prise en compte des remarques de la phase de lecture et de la consultation publique faisant consensus au sein du groupe de travail.

Annexe 5. Différentes approches possibles pour les programmes d'intervention précoce auprès d'enfants sourds

Projet éducatif	éducation avec « communication en langue française »		éducation avec « communication bilingue, LSF et langue française »	
Enjeu	Acquérir le français		Acquérir les 2 langues : LSF et français ¹	
Langue(s) première(s) proposée(s) avant 3 ans	Français parlé		Français parlé et LSF	LSF
Mode de communication verbale principalement utilisé avant 3 ans	échanges en français parlé ± code LPC ²	échanges en français signé ³	échanges en français parlé et alternativement en LSF	échanges en LSF
Types de programmes d'intervention précoce	Programme avec LPC	Programme en français signé	Programme audiophonatoire avec LSF	Programme visuogestuel
	Approche audiophonatoire			Approche visuogestuelle
Principe de mise en œuvre	Stimuler la voie auditive			Stimuler la voie visuelle

¹ Le français est proposé dans ses deux modalités (parlé et écrit) dans le cadre d'une approche audiophonatoire, alors qu'il est abordé principalement par le français écrit dans le cadre d'une approche visuogestuelle.

² LPC : langue française parlée complétée.

³ Français signé : français parlé, simultanément accompagné de signes isolés de la LSF.

Tableau 2. Objectifs des programmes d'intervention précoce en fonction de l'approche choisie, audiophonatoire ou visuogestuelle

		Recommandations			
Types de programmes d'intervention précoce		Approche audiophonatoire			Approche visuogestuelle
		Programme avec LPC	Programme en français signé	Programme audiophonatoire avec LSF	Programme visuogestuel
Langue(s) première(s) proposée(s) avant 3 ans		Français parlé		Français parlé et LSF	LSF
OBJECTIFS AVANT 3 ANS	A. Favoriser les situations de communication	Communication multimodale : maintenir et développer toute forme de communication verbale ou non à partir des différentes afférences sensorielles (visuelles, tactiles, proprioceptives et auditives)			Communication multimodale et utilisation de la LSF dans toute situation de vie quotidienne
	B. Favoriser la compréhension de la langue parlée	<ul style="list-style-type: none"> - Aides auditives : recommandées dans les 3 mois qui suivent le diagnostic, pour tout enfant présentant un seuil auditif > 40 dB HL. Ce délai peut être allongé jusqu'à 6 mois lorsque le diagnostic a été posé avant l'âge de 6 mois, notamment s'il s'agit d'une surdité moyenne (seuil entre 40 et 70 dB HL) - Implants cochléaires : dans le cadre d'une surdité congénitale ou acquise avant le développement de la langue parlée, l'information relative aux indications, résultats et complications possibles d'un implant cochléaire (cf. annexe 6) est recommandée avant les 18 mois de l'enfant et le plus tôt possible si l'enfant est plus âgé, car les résultats seront meilleurs si l'implantation a lieu avant 2 ans (grade C) - Éducation auditive : 2 à 4 séances hebdomadaires par un professionnel spécialisé recommandées en fonction du seuil auditif 			Ne fait pas partie des objectifs
	1. Stimuler le développement de la fonction auditive, en fonction du bilan auditif				
2. Développer la lecture labiale	Sens décodé grâce au code simultané de la langue française parlée complétée (LPC) (vocabulaire et syntaxe du français)	Sens soutenu par des signes simultanés empruntés à la LSF (vocabulaire de la LSF, syntaxe du français)	Sens soutenu par une explication différée en LSF (vocabulaire et syntaxe de la LSF)		

Tableau 2. Objectifs des programmes d'intervention précoce en fonction de l'approche choisie, audiophonatoire ou visuogestuelle (suite)

		Objectifs			
Types de programmes d'intervention précoce		Approche audiophonatoire			Approche visuogestuelle
		Programme avec LPC	Programme en français signé	Programme audiophonatoire avec LSF	Programme visuogestuel
Langue(s) première(s) proposée(s) avant 3 ans		Français parlé		Français parlé et LSF	LSF
OBJECTIFS AVANT 3 ANS	C. Favoriser l'expression en langue parlée	Réductions orthophoniques plurihebdomadaires centrées sur la parole et les acquisitions lexicales et syntaxiques du français			Ne fait pas partie des objectifs
	D. Favoriser la compréhension de la langue des signes	Ne fait pas partie des objectifs			<ul style="list-style-type: none"> - Proposer à l'enfant un espace de jeu et de rencontre où sont proposées individuellement et en groupe des activités en langue des signes, au moins 5 heures par semaine, par des locuteurs sourds ou entendants compétents dans cette langue et ayant si possible une expérience de transmission de cette langue aux jeunes enfants - Intégrer au sein des équipes d'accueil des professionnels sourds compétents, formés à l'enseignement de la langue et à l'aspect relationnel et éducatif - Proposer aux parents et à la fratrie des cours de LSF ou d'accompagnement à la communication en situation réelle dans les lieux habituels de l'enfant
	E. Favoriser l'expression en langue des signes				
	F. Favoriser l'appropriation progressive de la langue écrite	Comme pour tout enfant, introduire la modalit� écrite du français progressivement en fonction de l'âge à travers des situations de la vie quotidienne (lecture d'histoires, graphisme, etc.)			

Annexe 6. Indications des implants cochléaires

Cette annexe présente les indications des implants cochléaires telles qu'elles ont été définies en 2007 par la HAS dans le cadre d'une évaluation du service attendu de ces actes professionnels et dispositifs médicaux réalisée en vue de rendre un avis consultatif relatif à l'inscription de ces actes à la classification des actes médicaux (CCAM), liste des actes médicaux remboursés, et à la liste des produits et prestations remboursables (LPPR). Les extraits de la fiche de bon usage des technologies médicales concernant l'enfant sont reproduits ci-dessous²⁷.

« Les implants cochléaires sont indiqués en cas de surdité neurosensorielle sévère à profonde bilatérale. Ces indications sont définies par des caractéristiques audiométriques précises. L'implantation est unilatérale, sauf cas particuliers prédéfinis.

La pose d'un implant auditif est systématiquement précédée d'un essai prothétique effectué dans les meilleures conditions. Selon les résultats de cet essai et si la réhabilitation orale est choisie, la pose d'un implant cochléaire [...] peut être décidée.

Indications chez l'enfant

-  ge de l'implantation
 - Chez les sourds pr linguaux, l'implantation doit être la plus précoce possible. Une implantation précoce donne des résultats sur la compréhension et la production du langage meilleurs et plus rapides qu'une implantation tardive.
 - Au-delà de 5 ans, en cas de surdité congénitale profonde ou totale non évolutive, il n'y a d'indication (sauf cas particuliers) que si l'enfant a développé une appétence à la communication orale.
 - Si l'enfant est entré dans une communication orale, il peut bénéficier d'une implantation quel que soit son âge. [...]
- Indications audiométriques de l'implantation
 - Dans le cas d'une surdité profonde, l'implantation cochléaire est indiquée lorsque le gain prothétique ne permet pas le développement du langage.
 - Dans le cas d'une surdité sévère, l'implantation cochléaire est indiquée lorsque la discrimination est inférieure ou égale à 50 % lors de la réalisation de tests d'audiométrie vocale adaptés à l'âge de l'enfant. Les tests doivent être pratiqués à 60 dB, en champ libre, avec des prothèses bien adaptées.
 - En cas de fluctuations, une implantation cochléaire est indiquée lorsque les critères sus-cités sont atteints plusieurs fois par mois et/ou lorsque les fluctuations retentissent sur le langage de l'enfant.
- Indications d'une implantation bilatérale
 - Causes de surdité risquant de s'accompagner à court terme d'une ossification cochléaire bilatérale, en particulier méningite bactérienne ou fracture du rocher bilatérale. Il faut intervenir avant que l'ossification soit trop avancée.
 - Chez l'enfant, syndrome d'Usher (affection héréditaire autosomique récessive associant des atteintes oculaires et auditives).

Résultats

- Efficacité

Chez l'enfant, une amélioration de l'audition est constatée sur les capacités auditives, les capacités langagières et la communication verbale. La progression sur ces critères est majeure dans les mois qui suivent l'implantation et se poursuit sur le long terme.

²⁷ L'intégralité de la fiche de bon usage ainsi que le rapport complet d'évaluation et sa synthèse sont téléchargeables sur http://www.has-sante.fr/portail/jcms/c_559051/traitement-de-la-surdite-par-pose-dimplants-cochleaires-ou-dimplants-du-tronc-cerebral

- Sécurité

Analysé sur plus de 2 000 patients, le taux de complications est faible (moins de 5 %). La complication la plus sévère recensée est la méningite bactérienne, pour laquelle des mesures prophylactiques ont été mises en place (vaccination antiméningococcique préopératoire). Les autres complications sont de gravité moindre (problèmes de lambeau, migration des électrodes, parésie du nerf facial...).

- Résultats des réimplantations

Une réimplantation peut être indiquée en cas de dysfonctionnement de l'implant. Elle n'expose pas le patient à plus de complications que la primo-implantation. Les performances obtenues lors de la primo-implantation sont maintenues.

Extension des indications

Des études comparatives bien menées sont encore nécessaires pour évaluer l'apport de l'implant chez les patients ayant une surdité moins sévère, ainsi que l'intérêt d'une implantation bilatérale dans des circonstances autres que celles recommandées. »

Annexe 7. Information avant le diagnostic²⁸

Avant le diagnostic de surdité, deux situations méritent d'être clairement distinguées par les professionnels de santé :

- celle où les professionnels proposent aux parents un test de dépistage de la surdité de l'enfant (situation où les parents n'ont pas imaginé la possibilité que leur enfant n'entende pas bien) ;
- celle où les parents souhaitent savoir si leur enfant entend bien, car il présente un comportement qui leur semble inhabituel (ex. sollicitation des parents auprès d'un médecin).

► Information dans le cadre d'un dépistage

Il est recommandé que l'information délivrée dans le cadre d'un dépistage soit réalisée par un professionnel de santé ayant reçu une formation spécifique prenant en compte les aspects relationnels et psychologiques et pas seulement techniques de l'acte de dépistage.

• Avant la naissance (visite du 8^e mois)

Il est recommandé d'informer les femmes enceintes de l'existence et des modalités des différents dépistages effectués à la maternité auprès de l'ensemble des nouveau-nés. Le dépistage n onatal²⁹ de la surdité a pour but de s'assurer que le nouveau-n  entend bien.

• En maternité

Avant la réalisation du test, il est recommandé :

- d'informer l'un et si possible les deux parents de l'existence du dépistage à la recherche du bon fonctionnement de l'audition : « Je vous propose de vérifier que votre enfant entend bien, comme nous le proposons pour tous les nouveau-nés » ;
- de lui remettre une plaquette d'information ;
- d'expliquer le déroulement du test : « Le test ne fait pas mal ; il est réalisé lorsque votre bébé dort ou est calme (après le bain ou la tétée) ; une sonde est placée dans l'oreille ou des électrodes sont placées sur la peau ; l'appareil enregistre automatiquement en quelques minutes les réponses de ses oreilles » ;
- d'inviter les parents à assister au test : « Si vous le souhaitez, vous pouvez assister au test » ;
- d'informer que le résultat du test sera transmis par le médecin de la maternité avant la sortie. « Le médecin vous confirmera avant la sortie si le test est concluant, c'est-à-dire qu'il confirme que votre enfant entend bien ou si le test est non concluant, c'est-à-dire qu'il ne permet pas de conclure pour le moment que votre enfant entend bien » ;
- d'informer les parents de la possibilité d'un deuxième test avant la sortie de la maternité si le premier test n'est pas concluant : « Dans le cas où le premier test de dépistage n'est pas concluant, ce qui peut arriver car le matériel est sensible, si l'enfant s'agite ou se réveille ou si des sécrétions sont encore présentes dans l'oreille, un second test similaire sera réalisé avant la sortie » ;
- de demander au médecin de rencontrer la famille si celle-ci a des questions supplémentaires,
- d'informer que le test n'est pas obligatoire ;
- de recueillir le consentement oral d'un et si possible des deux parents, avant de procéder au test et de noter l'éventuel refus des parents : « Acceptez-vous que je vérifie que votre enfant entend bien ? ».

Il est recommandé au médecin de la maternité de transmettre systématiquement les résultats du dépistage aux parents avant la sortie du nouveau-n , ainsi qu'au médecin traitant de l'enfant.

Au moment de l'annonce des résultats du dépistage néonatal :

²⁸ Les recommandations présentées dans cette annexe ont obtenu entre 69 % et 96 % d'avis favorables au cours de la phase de lecture et ont été modifiées après prise en compte des remarques de la phase de lecture et de la consultation publique faisant consensus au sein du groupe de travail.

²⁹ Ces recommandations n'ont pas pour objectif d'évaluer la pertinence du dépistage néonatal de la surdité, mais de proposer des recommandations relatives à l'information à délivrer lorsqu'un dépistage est proposé (ex. expérimentation sur le dépistage néonatal, dépistage ciblé lors de situation à risque pour l'enfant, etc.).

- ▶ 1^{re} situation : le test confirme que le nouveau-n  entend bien (test concluant).
Il est recommandé au médecin transmettant ce résultat d'attirer avec prudence l'attention des parents sur le fait que des troubles de l'audition peuvent apparaître secondairement. « Votre enfant entend bien, restez cependant vigilants tout au long de son enfance, car l'audition peut évoluer au cours du temps. N'hésitez pas à consulter en cas de doute. »
- ▶ 2^o situation : le test ne permet pas de conclure d'emblée que le nouveau-n  entend bien (test non concluant).

Après avoir procédé à un test de contrôle avant la sortie de la maternité, il est recommandé au médecin transmettant ce résultat :

- de rassurer les parents : « Le test n'a pas permis de préciser la qualité de l'audition de votre enfant. Une telle situation est fréquente car le test est très sensible à l'agitation de l'enfant, aux bruits extérieurs, à la présence de sécrétions derrière le tympan » ;
- de proposer un rendez-vous en audiologie infantile afin d'effectuer un bilan approfondi de l'audition du nouveau-n  ;
- de répondre en toute objectivité aux questions posées par les parents, car certains parents évoqueront la possibilité d'une surdité ;
- de donner les coordonnées d'un professionnel pouvant être contact , si les parents souhaitent obtenir des informations complémentaires après la sortie de la maternité ;
- d'informer les parents sur les modalités du bilan approfondi (examen clinique, potentiels évoqués auditifs   visée diagnostique, audiométrie comportementale). Certains examens nécessitent que l'enfant soit endormi, il est donc utile de prévoir du temps (2 à 3 heures), des biberons et des changes.

▶ Information dans le cadre d'une sollicitation des parents auprès d'un médecin

Si les parents ont un doute concernant l'audition de leur enfant, un bilan complet de l'audition par un médecin ayant des compétences en audiologie infantile est recommandé. Un test de dépistage néonatal concluant à une audition normale ne doit pas retarder un examen secondaire clinique rigoureux de l'audition ; celui-ci doit tenir compte des possibilités de compensations visuelles ou proprioceptives déjà acquises par l'enfant.

Annexe 8. Annonce du diagnostic³⁰

Quel que soit le processus à l'issue duquel le diagnostic est établi et quel que soit le seuil auditif de l'enfant, l'annonce du diagnostic de surdité est un  v nement dont l'empreinte est souvent traumatique, et durable chez tous les parents. Même si c'est une nouvelle facilement accueillie par certaines familles sourdes, c'est le plus souvent une nouvelle difficile à recevoir pour une grande majorité des parents et difficile à annoncer pour de nombreux professionnels. Cette annonce doit donc obéir à des règles précises.

Il est recommandé que :

- le diagnostic de surdité soit annoncé par le médecin ayant effectué le test diagnostique ; ce médecin devrait avoir été formé aussi bien sur le plan relationnel que sur le plan technique, en particulier pour porter un message positif sur les compétences de l'enfant et de sa famille à communiquer et sur le vécu avec une surdité ;
- l'annonce soit effectuée dans un environnement propice, respectant les principes généraux suivants :
 - assurer la confidentialité, un temps suffisant et les moyens de ne pas être dérangé,
 - annoncer le diagnostic au cours d'un entretien individuel, dans toute la mesure du possible en présence des deux parents,
 - annoncer le diagnostic de manière simple et exacte : « Comme vous le savez, nous avons testé l'audition de votre enfant, et les résultats indiquent une surdité »,
 -  couter les parents et répondre à leurs questions sans chercher à donner de l'information complémentaire dans un premier temps, seul moyen d'accompagner les parents d'une manière adaptée à leurs besoins particuliers : « J'aurai de nombreuses informations à vous transmettre, mais pour le moment quelles sont les questions auxquelles vous souhaitez que je réponde ? »,
 - encourager les parents à exprimer leurs sentiments, maintenant ou plus tard,
 - répondre avec chaleur et empathie, mais ne pas chercher à amoindrir l'information, chaque parent ayant son propre ajustement affectif à la situation,
 - s'adresser également à l'enfant et l'observer avec ses parents pour valoriser ses compétences relationnelles et aider les parents à assumer leur rôle de parents : « Votre enfant, sourd, est avant tout un enfant, il a besoin de vous, comme tout enfant ; votre enfant n'a pas changé, continuez à communiquer avec lui par la parole, le regard, le toucher »,
 - proposer un second rendez-vous, proche (c'est-à-dire quelques jours voire une ou deux semaines plus tard), au cours duquel l'information sera complétée, dans toute la mesure du possible en présence des deux parents.

L'annonce du diagnostic n'est pas un temps où des décisions relatives au projet éducatif doivent être prises : il est recommandé de donner du temps aux parents avant de s'engager dans les décisions futures, en particulier lorsque le diagnostic a été posé au cours de la première année de vie.

³⁰ Les recommandations présentées dans cette annexe ont obtenu entre 83 % et 89 % d'avis favorables au cours de la phase de lecture et ont été modifiées après prise en compte des remarques de la phase de lecture et de la consultation publique faisant consensus au sein du groupe de travail.

Annexe 9. Conditions favorables pour une communication de qualité avec une personne sourde

D'après Barnett S. *Communication with deaf and hard-of-hearing people: a guide for medical education.* Acad Med 2002;77(7):694-700

► Communication avec une personne sourde s'exprimant oralement

- Accueil
 - Demander à la personne comment communiquer au mieux avec elle
- Environnement
 - S'assurer que le visage du professionnel est bien éclairé
 - Réduire le bruit de fond (pour personne entendant difficilement)
- Expression d'un message
 - S'assurer que le contact visuel est établi avant de parler
 - S'assurer que la bouche n'est pas masquée (par les mains, stylo, dossiers, etc.)
 - Ajuster l'intensité de la voix si cela aide (pour personne entendant difficilement)
 - Expliciter clairement les changements de sujet
 - Répéter l'information qui n'est pas comprise ; la reformuler si elle n'est toujours pas comprise
 - Utiliser les aides techniques si cela aide (pour personne entendant difficilement)
 -  crire peut être utile
 - Demander à la personne régulièrement si la communication est satisfaisante
 - Demander à la personne de résumer ce qui s'est dit pour s'assurer de sa compréhension du message
- Réception d'un message
 - Résumer ce que la personne a exprimé afin de s'assurer de la pertinence du message reçu
 - Quand le professionnel est incertain de sa compréhension, demander à la personne de répéter ou clarifier (pour personne sourde)
 - Répéter les dires du patient pour s'assurer de la bonne compréhension du message
 - Si le message n'est toujours pas clair, l'écrit peut être utile

► Communication entre une personne sourde s'exprimant en langue des signes et un praticien ne connaissant pas cette langue

- Accueil
 - Accueillir le patient avec un signe de bienvenue (ou demander à la personne de vous en apprendre un)
 - Demander à la personne comment communiquer au mieux avec elle
- Environnement
 - S'assurer que la pièce est bien éclairée et que la personne n'est pas  blouie
 - S'assurer que la personne peut voir simultanément le praticien et l'interprète
- Expression d'un message
 - Travailler avec un interprète qualifié
 - Parler au patient et non à l'interprète
 - Expliciter clairement le changement de sujet
 - Passer par l'écrit et utiliser les supports écrits peut avoir un intérêt limité
 - Demander à la personne régulièrement si la communication est satisfaisante
 - Demander à la personne de résumer ce qui s'est dit pour s'assurer de sa compréhension du message.
- Réception d'un message
 - Regarder le patient pendant que l'interprète vous parle
 - Résumer ce que la personne a exprimé afin de s'assurer de la pertinence du message reçu
 - Quand le professionnel est incertain de sa compréhension, demander à la personne et non à l'interprète de clarifier son message.

Annexe 10. Disponibilité locale des services³¹

Il est recommandé d'informer les parents, ou de s'assurer qu'ils détiennent bien l'information, et de leur remettre par écrit les coordonnées des services ou professionnels localement disponibles³² permettant aux parents d'être accompagnés et à l'enfant d'être suivi, en particulier les coordonnées :

- des professionnels ou structures proposant des programmes d'intervention précoce (CAMSP, SAFEP, SSEFIS, établissements médico-sociaux, etc.) dans chacune des approches (approche audiophonatoire : avec LPC ou français signé, ou avec LSF ; approche visuogestuelle en LSF) ;
- des centres d'information sur la surdité ;
- des associations de parents d'enfants sourds et de personnes sourdes ; il convient de laisser le moment de cette rencontre au libre choix des familles ;
- des professionnels ou structures permettant aux parents ou aux enfants d'obtenir un soutien psychologique, notamment les consultations médico-psychologiques ;
- des professionnels ou structures permettant un suivi audiophonologique de l'enfant (ORL libéraux ou salariés ayant une compétence en audiophonologie infantile) ;
- des professionnels ou structures permettant d'acquérir des aides auditives (audioprothésistes ayant une expérience dans le suivi de l'enfant sourd) ou des aides techniques permettant d'adapter l'environnement de l'enfant ;
- des lieux ou structures où l'enfant, avant sa scolarisation, et ses parents peuvent, s'il y a lieu, rencontrer un environnement social où la langue des signes est utilisée (assistante maternelle ou crèche utilisant la langue des signes, espace de rencontre entre parents sourds et entendants, cours de langue des signes, etc.) ;
- des professionnels ou structures (assistant de service social, MDPH) permettant aux parents d'obtenir les aides financières adaptées aux besoins particuliers de l'enfant, en particulier pour l'acquisition d'aides techniques ou le financement de cours de langue des signes ou de LPC, conformément à la réglementation en vigueur³³ ;
- des lieux où exercent des professionnels de santé sensibilisés au suivi d'un enfant sourd (ex. unité hospitalière d'accueil et soins des patients sourds, professionnels libéraux, etc.) ;
- des classes, écoles ou établissements spécialisés, au moment de la scolarisation ;
- des services spécifiques tels que interprètes LSF ou codeurs LPC.

³¹ Cette annexe a obtenu 83 % d'avis favorables au cours de la phase de lecture et a été complétée après prise en compte des remarques de la phase de lecture et de la consultation publique faisant consensus au sein du groupe de travail.

³² Si les services ne sont pas localement disponibles, il convient de transmettre les coordonnées des professionnels ou services disponibles au niveau départemental, régional voire national.

³³ Arrêté du 24 avril 2002 relatif aux conditions d'attribution des six catégories de complément d'allocation d'éducation spéciale.

Annexe 11. Accompagner les familles³⁴

Il est recommandé que l'accompagnement des familles vise les objectifs suivants, afin de répondre aux différentes facettes de la parentalité avec un enfant sourd.

► être parent d'enfant sourd, c'est avant tout être parent

- Transmettre une vision positive des compétences de l'enfant sourd et de son devenir. Les enquêtes qualitatives auprès de parents d'enfants sourds montrent que la présentation de la surdité par les professionnels comme une source positive de nouvelles perspectives fait partie des facteurs ayant aidé les parents dans l'expérience de leur parentalité (cf. argumentaire à 2.1).
- Rassurer les parents car ce qu'ils auront à savoir et à faire restera dans le cadre de compétences habituelles de ce que font tous les parents. Identifier avec les parents les progrès constatés à la maison au fil du temps dans tous les domaines du développement de l'enfant leur permet de se rassurer sur la situation ; les noter par le professionnel avec les parents aide à objectiver les progrès réalisés et à tenir compte du rythme nécessaire à l'enfant pour son développement global.
- Favoriser le dialogue avec les parents afin de les aider à équilibrer au mieux leurs différents rôles auprès de l'enfant et les encourager à partager leurs expériences et à poser des questions, afin de permettre des relations de partenaires entre parents et professionnels et non des relations de dépendance.
- Informer les parents sur les choix possibles en fonction des besoins particuliers de leur enfant (approche audiophonatoire ou visuogestuelle, modes de scolarisation possibles, etc.), afin de leur permettre de faire les choix éclairés nécessaires à l'éducation de leur enfant.
- Soutenir les parents dans leur choix et leur donner les moyens d'adapter leur projet éducatif en les informant régulièrement de l'évolution globale de l'enfant et de l'évolution spécifique de la communication et de l'acquisition de la ou des langues proposées.

► être parent d'enfant sourd, c'est développer des compétences parentales spécifiques

- Aider les parents à développer des compétences parentales spécifiques nécessaires aux besoins particuliers de leur enfant :
 - aménager et adapter l'environnement physique, social et linguistique de l'enfant pour favoriser son développement affectif et polysensoriel (ex. ouvrir au maximum l'espace visible par l'enfant, se placer si possible à hauteur de son regard, établir le contact visuel avant de s'exprimer, réduire le bruit de fond, utiliser l'information perçue par le toucher, les vibrations, etc.) ;
 - maintenir la spontanéité et le plaisir d'échanger ;
 - prendre conscience de la richesse des informations visuelles, dans toutes leurs dimensions, pour repérer, désigner, partager et échanger ;
 - faciliter les situations d'attention partagée visuelle et auditive, et la lecture labiale ;
 - développer des modes de communication au sein de la famille qui facilitent l'échange et donnent priorité au sens du message et ne soient pas intrusifs ou centrés sur la correction des messages transmis par l'enfant ;
 - selon le projet éducatif retenu par les parents, apprendre soit les clés de la langue parlée complétée, soit les signes ou la langue des signes ;
 - repérer les situations dans lesquelles des stratégies différentes de celles proposées aux enfants entendants nécessitent d'être mises en œuvre précocement du fait de la surdité (ex. stratégie devant le danger si la perception auditive ne permet pas d'appeler l'enfant à distance ; veiller à ne pas tenir l'enfant à l'écart des autres, en famille, ou dans n'importe quelle situation au-delà de 2 personnes parlant en même temps ou ne s'exprimant pas dans son champ visuel), ou du fait de l'utilisation d'une langue mal maîtrisée ou non partagée entre enfants et parents.

► être parent, c'est une multitude de manieres d'être

- Respecter le fait qu'être parent, c'est une multitude de manieres d'être, nécessitant d'adapter les actions proposées à la situation individuelle de chaque famille. La maniere d'être en tant que parent

³⁴ Cette annexe a obtenu entre 67 % et 98 % d'avis favorables au cours de la phase de lecture et a été modifiée après prise en compte des remarques de la phase de lecture et de la consultation publique faisant consensus au sein du groupe de travail.

se construit au fil du temps et dépend de facteurs affectifs, psycho-sociaux et cognitifs antérieurs à la naissance de l'enfant, des valeurs, cultures et priorités des parents, des circonstances socio-économiques et de la représentation qu'ont les parents de la surdité.

- Favoriser la communication entre parents et enfants, dans toute la mesure du possible à travers une langue commune, afin que les valeurs et cultures de la famille puissent être transmises à l'enfant par ses propres parents. Cet aspect est particulièrement complexe pour les parents d'enfant sourd dont la langue n'est pas celle de la nation où ils vivent (ex. familles immigrées).
- Adapter les actions proposées à la situation individuelle de chaque famille, en veillant à tenir compte de la situation économique des parents afin de ne pas leur imposer un rythme de suivi et d'accompagnement qui pourraient aggraver leurs difficultés économiques. Il est recommandé de les informer des aides sociales auxquelles ils peuvent prétendre dans la perspective de développer des compétences parentales spécifiques (ex. financement des cours de LSF ou de LPC par les allocations proposées par la MDPH³⁵).

► ** tre parent d'enfant sourd, c'est être en contact avec de nombreux professionnels**

- Aider les parents dans leurs démarches en leur expliquant les rôles et formation des différents professionnels qui suivent l'enfant, des institutions (rôle de la MDPH par ex.) et des services possibles (ex. interprète, cours de LSF ou LPC, etc).
- Faciliter les contacts entre la famille et les pairs de l'enfant (enfants ou adultes sourds).

Une des conséquences de la surdité de l'enfant est de mettre les parents en contact avec de nombreux professionnels, et éventuellement avec une communauté qui utilise une autre langue que soi, situation qu'ils n'auraient probablement jamais rencontrée, si leur enfant n'avait pas eu de besoins particuliers.

³⁵ Conformément à l'arrêté du 24 avril 2002 relatif aux conditions d'attribution des six catégories de complément d'allocation d'éducation spéciale, le complément d'allocation d'éducation de l'enfant handicapé peut couvrir les frais de formation de membres de la famille à certaines techniques (stages de langue des signes, travail sur la communication...) dans la mesure où ils entrent bien dans le cadre du projet individuel de l'enfant et des préconisations de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH).

Participants

Les sociétés savantes et associations professionnelles suivantes ont été sollicitées dans le cadre de l'élaboration de ces recommandations afin de transmettre des noms de participants aux différents groupes ci-dessous :

- Association « Action Connaissance Formation pour la Surdité »
- Association nationale des équipes contribuant à l'action médico-sociale précoce
- Association nationale des parents d'enfants sourds
- Association Réseau d'actions médico-psychologiques et sociales pour enfants sourds
- Centre technique national d'études et de recherches sur les handicaps et les inadaptations
- Comité consultatif national d' thique
- Fédération française de psychiatrie
- Fédération nationale des Sourds de France
- Ministère de la Santé
- Ministère de l'éducation nationale
- Société française d'ORL et de chirurgie cervico-faciale
- Société française de pédiatrie
- Société française de psychologie
- Structure d'accueil et soins en langue des signes
- Union nationale des associations de parents d'enfants déficients auditifs
- Union nationale pour l'insertion sociale des déficients auditifs
- Union nationale pour le développement de la recherche et de l'évaluation en orthophonie

Par ailleurs, une consultation publique a été mise en place afin de permettre à toute association, institution ou organisme de participer à la phase de lecture du projet de recommandations *via* un questionnaire mis à disposition par Internet (pour connaître les organisations ayant participé, voir document annexe « Surdité de l'enfant – Consultation publique et groupe de lecture : résultats relatifs au projet initial de recommandations », téléchargeable sur www.has-sante.fr).

Comité d'organisation

M. Boroy Jérémie, représentant d'usagers, Paris

Dr Busquet Denise, ORL, Paris

M. Dagon Jean, médecin généraliste, Marseille

Dr Delaroche Jean-Michel, pédopsychiatre, Paris

M. Gachet Pierre-François, représentant Direction générale de la scolarité, ministère de l'éducation nationale, Paris

Mme Gargam Nicole, représentante d'usagers, Brest

Mme Guillard Suzanne, psychologue, La Charité-sur-Loire

Dr Lefeuvre Brigitte, médecin spécialiste, représentante Direction générale de la santé, ministère de la santé et des sports, Paris

Dr Loundon Natalie, ORL, Paris

Dr Marlin Sandrine, médecin généticien, Paris

Pr Monin Pierre, pédiatre, Vandœuvre-lès-Nancy

Mme Seau Isabelle, représentante d'usagers, Paris

Mme Valette-Fruhinsholz Françoise, orthophoniste, Guebwiller

Groupe de travail

Pr Dauman René, ORL, Bordeaux, président du groupe de travail

Joëlle André-Vert, chef de projet HAS, Saint-Denis La Plaine

Mme Le Normand Marie-Thérèse, directeur de recherche Inserm, Paris, chargée de projet

M. Bizaguet  ric, audioprothésiste,
M. Dalle Patrice, enseignant, repr senteant
d'usagers, Toulouse
Dr Debrulle Chantal, pédiatre, Nancy
Mme Descourtieux Chantal, orthophoniste
Paris
Pr Duverger Philippe, pédopsychiatre, Angers
Mme Gorouben Annette, orthophoniste, Paris
Dr Ibad-Ramos Marina, pédopsychiatre, Paris
Mme Jolis Hélène, psychomotricienne,
psychologue clinicienne, Mérignac
Mme Kellerhals Marie-Paule, enseignante,
Colomiers
Pr Le Coz Pierre, enseignant, philosophe,
Marseille

Mme Leven Annette, repr senteant d'usagers,
Paris
Mme Libat Delphine, enseignante, CAPEJS,
Mérignac
Dr Loundon Natalie, ORL, Paris
Mme Martinand-Flesch Dominique,
orthophoniste, Juvignac
Dr Péri Fontaa Élisabeth, ORL, Strasbourg
M. Pons Michel, repr senteant d'usagers,
Rouen
Dr Roman Stéphane, ORL, Marseille
Mlle Sallandre Marie-Anne, linguiste, Saint-
Denis
Mme Senez-Rovinski Michelle, pédiatre,
Belfort

Groupe de lecture

Dr Azema Danièle, pédopsychiatre, Paris
Dr Bocquet Alain, pédiatre, Besançon
M. Courtin Cyril, chargé de recherche CNRS,
Paris
Dr Debruge  ric, pédopsychiatre, Bordeaux
Pr Deguine Olivier, ORL, Toulouse
Mme Deh tre Anne, orthophoniste, Nesmy
M. Dejean François, audioprothésiste,
Montpellier
Mme Dumont Annie, orthophoniste, Paris
Dr Esman Laetitia, médecin généraliste,
Toulouse
Mme Eugene Claire, psychologue, Paris
M. Faggiano Robert, audioprothésiste, Caen
Mme Farges Nicole, psychologue, Paris
M. Felden Stéphane, repr senteant d'usagers,
Plobsheim
Dr Fortineau Jacques, pédopsychiatre, Paris
M. Franzoni Martial, orthophoniste, Paris
Mme Fuentes Katy, présidente ANECAMSP,
Paris
Dr Garabedian Er a-Noël, ORL, Paris
M. Goasmat Grégory, psychologue, Brest
Mme Hutter Cécilia, linguiste, Aignan
Mme Kholoukhev Delphine, repr senteant
d'usagers, Massy
Mme Lafleur Nathalie, audioprothésiste, Paris
M. Lefevre Frank, audioprothésiste, Saint-
Grégoire
Dr Lehembre Olivier, psychiatre, Valenciennes
Dr Lerosey Yannick, ORL, Évreux
Mme L v que Yvette, repr senteant
d'usagers, Paris
Mme Machu Sandrine, repr senteant
d'usagers, Faches-Thumesnil

Mme Manteau-Sépulchre Élisabeth,
orthophoniste, linguiste, Nevers
Dr Marioli Sandrine, pédiatre, Besançon
Dr Merville Arnaud, ORL, La Norville
Pr Mondain Michel, ORL, Montpellier
M. Orange Jean-Pierre, repr senteant
d'usagers, Beaupaire
M. Pedarregaix Edouard, audioprothésiste,
Pau
Mme Pignal Elisabeth, orthophoniste,
Toulouse
M. Radyna Zbigniew, repr senteant d'usagers,
Pollestres
M. Ragot Euph mia, directeur d'établissement
Jarville
Mme Raisson Françoise, orthophoniste, Saint-
Étienne
M. Renard Christian, audioprothésiste, Lille
Pr Sarda Pierre, pédiatre, Montpellier
Mme Saurel-Fruchard Marie-Laure,
repr senteant d'usagers, Paris
Dr Schindler Sophie, médecin généraliste,
Paris
Mme Tagher-Mosse Christiane, orthophoniste,
Besançon
Mme Thiry-Mannarelli Pascale, orthophoniste,
Besançon
M. Thomas Benoît, repr senteant d'usagers,
Toulouse
Mme Vieu Adrienne, orthophoniste, Palavas-
les-Flots
M. Virole Benoît, psychologue, Paris

Remerciements

La HAS tient à remercier l'ensemble des membres cités ci-dessus pour leur collaboration ainsi que les personnes suivantes :

- Dr Julie Biga et Dr Corinne Collignon, chefs de projet, HAS, pour la transmission de leurs dossiers relatifs à l'évaluation des actes et dispositifs médicaux (« appareils électroniques correcteurs de surdité » et « implants cochléaires ») ;
- Mlles Laetitia Cavalière, Émilie Costa, Jessica Layouni, assistantes de gestion, HAS, pour l'organisation des réunions et le secrétariat ;
- Dr Muriel Dh nain, chef de projet, HAS, pour son aide à l'analyse des études relatives aux implants cochléaires dans le cadre de la perspective des parents ;
- Mlle Gaëlle Fanelli, documentaliste, HAS, pour la recherche et la stratégie documentaire ;
- Mlle Anne Fischler, société Kynos, pour l'analyse et la synthèse qualitative des résultats de la consultation publique et de la phase de lecture ;
- Mlle Gersende Georg, chef de projet, HAS, pour son aide à la mise en œuvre de la consultation publique et à la rédaction de la fiche de synthèse ;
- Mme Brigitte Le Cossec, responsable mission études et Marketing, HAS, pour son aide à la mise en œuvre de la consultation publique ;
- Mmes Yasmine Lombry et Julie Mokhbi, pour la gestion documentaire.

Fiche descriptive

TITRE	Surdité de l'enfant : accompagnement des familles et suivi de l'enfant de 0 à 6 ans, hors accompagnement scolaire
Méthode de travail	Recommandations pour la pratique clinique (RPC)
Date de mise en ligne	Mars 2010
Date d'édition	Uniquement disponible sous format électronique
Objectif(s)	<p>Favoriser l'accès au langage par l'enfant sourd au sein de sa famille, quelle que soit la langue choisie (français ou langue des signes française)</p> <p>Les questions auxquelles répondent les recommandations sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • quelles informations délivrer aux familles et comment garantir leur neutralité et leur exhaustivité devant la pluralité des représentations de la surdité et du suivi de l'enfant ? • quelles actions proposer pour accompagner les familles après l'annonce d'une surdité ? • comment aider les parents à être les acteurs essentiels du suivi et de l'accompagnement de l'enfant ? • comment prévenir les troubles psychiques et relationnels de l'enfant sourd ? • comment évaluer la communication et le langage de l'enfant sourd ? • quelles actions proposer pour développer la communication et le langage de l'enfant sourd, quelle que soit la langue utilisée : langue des signes française ou français ? • quelles structures proposent en 2009 un accompagnement de la famille et un suivi de l'enfant sourd, entre 0 et 6 ans ?
Population concernée	Enfants de 0 à 6 ans, présentant une surdité bilatérale permanente avec seuil auditif > 40 dB HL.
Professionnel(s) concerné(s)	Professionnels impliqués dans l'accompagnement des familles et le suivi des enfants sourds entre 0 et 6 ans, notamment professionnels de santé : audioprothésistes, médecins et chirurgiens oto-rhino-laryngologistes (ORL), orthophonistes, pédiatres et médecins généralistes, pédopsychiatres et autres professionnels : �ducateurs, enseignants, psychologues.
Demandeur	Ministère de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative (Direction générale de la santé)
Promoteur	Haute Autorité de Santé (HAS), service des bonnes pratiques professionnelles
Financement	Fonds publics
Pilotage du projet	<p>Coordination : Mme Joëlle André-Vert, chef de projet, service des bonnes pratiques professionnelles de la HAS (chef de service : Dr Patrice Dosquet)</p> <p>Secrétariat : Mlles Laetitia Cavalière et Émilie Costa</p> <p>Recherche documentaire : Mlle Gaëlle Fanelli, avec l'aide de Mmes Julie Mokbhi et Yasmine Lombry (chef du service documentation : Mme Frédérique Pagès)</p>
Participants	Sociétés savantes, comité d'organisation, groupe de travail (président : Pr René Dauman, ORL, Bordeaux), groupe de lecture : cf. liste des participants
Conflits d'intérêts	Les membres du comité d'organisation, sauf deux, et les membres du groupe de travail ont communiqué leurs déclarations publiques d'intérêts à la HAS, consultables sur www.has-sante.fr . Elles ont été analysées en fonction du thème de ces recommandations. Les intérêts déclarés par les membres du comité d'organisation et du groupe de travail ont été considérés comme étant compatibles avec leur participation à ce travail.
Recherche documentaire	De janvier 2000 à septembre 2009 (cf. stratégie de recherche documentaire dans l'argumentaire)
Auteurs de l'argumentaire	Mme Joëlle André-Vert, chef de projet HAS, Saint Denis La Plaine Mme Marie-Thérèse Le Normand, chargé de projet, directeur de recherche, Inserm, université Paris Descartes, laboratoire de psychologie et de neurosciences cognitives (CNRS)
Validation	Avis du comité de validation des recommandations Validation par le Collège de la HAS en décembre 2009
Actualisation	Pertinence d'une actualisation à envisager en 2013
Autres formats	Synthèse des recommandations et argumentaire scientifique, téléchargeables sur www.has-sante.fr
Documents d'accompagnement	« Surdité de l'enfant – Consultation publique et groupe de lecture : résultats relatifs au projet initial de recommandations », téléchargeable sur www.has-sante.fr

